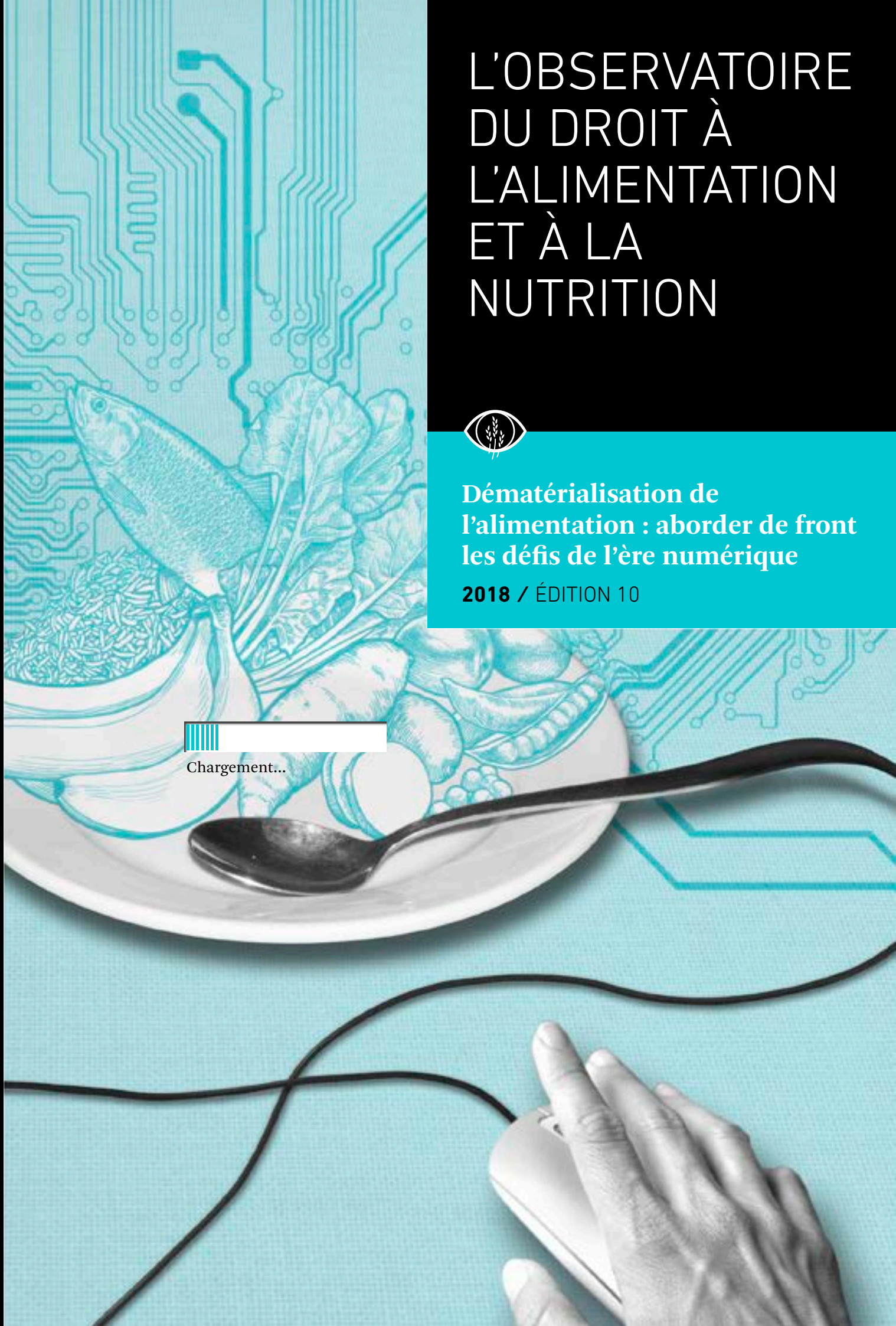
L'OBSERVATOIRE DU DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION

Dématérialisation de l'alimentation : aborder de front les défis de l'ère numérique

2018 / ÉDITION 10



RÉSEAU MONDIAL POUR LE DROIT À ALIMENTATION ET À LA NUTRITION

L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition est la publication phare du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, qui comprend les organisations suivantes :

Alliance mondiale des peuples autochtones mobiles (WAMIP)
Inde

Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW)
Malaisie

Association paysanne pour le développement (A.PA.DE)
Togo

Association pour la protection de la nature au Sahel
Burkina Faso

Biowatch South Africa
Afrique du Sud

Brot für die Welt
Allemagne

Centro Internazionale Crocevia
Italie

CIDSE (Alliance international d'agences de développement catholiques)
Belgique

Coalition internationale pour l'habitat et Réseau pour les droits au logement et à la terre (HIC-HLRN)
Égypte

Coletivo de Entidades Negras (CEN)
Brésil

Conseil international des traités indiens (CITI)
États-Unis

Conseil œcuménique des Églises - Alliance œcuménique « Agir Ensemble » (COE-EAA)
Suisse

Convergence malienne contre l'accaparement des terres (CMAT)
Mali

Dejusticia
Colombie

FIAN International
Allemagne

Fórum Brasileiro de Soberania e Segurança Alimentar e Nutricional (FBSSAN)
Brésil

Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche (WFF)
Ouganda

Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP)
Afrique du Sud

HEKS/EPER (Entraide protestante suisse)
Suisse

Maleya Foundation
Bangladesh

Mouvement populaire pour la santé (PHM)
Afrique du Sud

Observatori DESC (droits économiques, sociaux et culturels)
Espagne

Organisation inter-églises de coopération au développement (ICCO Coopération)
Pays-Bas

Organisation mondiale contre la torture (OMCT)
Suisse

Pakistan Fisherfolk Forum (PFF)
Pakistan

Pain pour le prochain
Suisse

Plataforma interamericana de derechos humanos, democracia y desarrollo (PIDHDD)
Équateur

POSCO Pratirodh Sangram Samiti (PPSS)
Inde

REDSAN-CPLP (Réseau régional de la société civile pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Communauté des pays de langue portugaise)
Portugal

Réseau africain pour le droit à l'alimentation (RAPDA)
Bénin

Réseau d'action international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN)
Suisse

Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)
Burkina Faso

Right to Food Campaign
Inde

Society for International Development (SID)
Italie

Terra Nuova – Centro per lo Volontariato ONLUS (TN)
Italie

Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA)
Suisse

URGENCI
France

WhyHunger
États-Unis

World Alliance for Breastfeeding Action (WABA)
Malaisie

WUNRN (Women's UN Report Network)
États-Unis

RESPONSABLES DE LA PUBLICATION

Brot für die Welt
Allemagne

FIAN International
Allemagne

FINANCÉ PAR

Brot für die Welt

FIAN International

Commission européenne (CE)

HEKS/EPER (Entraide protestante suisse)

Direction du développement et de la coopération (DDC-Suisse)

MISEREOR

Cette publication a été réalisée avec l'aide financière de la Commission européenne (CE). Les articles qu'elle contient engagent la seule responsabilité de leurs auteurs et ne peuvent aucunement être considérés comme reflétant le point de vue de la CE.

Le contenu de ce rapport peut être cité ou reproduit à condition que la source de l'information soit explicitement mentionnée. Les organisations responsables de la publication souhaiteraient recevoir une copie des documents qui citent ou utilisent ce rapport. Tous les liens Internet cités dans cette publication ont été consultés pour la dernière fois en juillet 2018.

| Conseil éditorial

Antonio Onorati, Centro Internazionale Crocevia et Associazione Rurale Italiana (ARI)

Bernhard Walter, Brot für die Welt

Christina Schiavoni, Institut international d'études sociales (IIES)

Emily Mattheisen, FIAN International

Isabel Álvarez, URGENCI

Karine Peschard, Institut de Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID)

Manigueuigdinapi Jorge Stanley Icaza, Conseil international des traités indiens (CITI)

Marcos Arana Cedeño, Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN)

Marcos Ezequiel Filardi, Université de Buenos Aires (UBA)

Nora McKeon, Collège universitaire international de Turin, Université de Rome III et Terra Nuova

Priscilla Claeys, Université de Coventry et FIAN Belgique

Stefano Prato, Society for International Development (SID)

| Rédactrice en chef
M. Alejandra Morena, FIAN International
morena@fian.org

| Traduction de l'anglais et de l'espagnol vers le français
Audrey Mouysset
| Relecture Marie Delumeau
| Mise en page Ian Davidson et Marcela Vidal
| Impression LokayDRUCK, Allemagne, sur papier certifié FSC
| Photographie de couverture Œuvre inspirée par Pawel Kuczynski. Photo par Alex del Rey. Illustration d'Álvaro López.

SEPTEMBRE DE 2018

Rejoignez-nous sur Facebook :
www.facebook.com/RtFNWatch

Suivez l'actualité de l'Observatoire sur Twitter :
#RtFNWatch

ISBN:
978-3-943202-47-2

www.righttofoodandnutrition.org/fr/content/observatoire

TABLE DES MATIÈRES

01 La remise en question de la dématérialisation des systèmes alimentaires, condition sine qua non pour reprendre en main le futur de l'alimentation
Marcos Ezequiel Filardi et Stefano Prato 06

02 La dématérialisation des plantes et des ressources génétiques : une perspective paysanne
Alimata Traoré 16

03 La transformation des terres en un actif financier mondialisé : le cas de la région brésilienne du MATOPIBA
Philip Seufert, Maria Luisa Mendonça et Fabio Pitta 22

04 Prochainement dans vos assiettes : des données pour seule nourriture !
Trudi Zundel et Silvia Ribeiro 30

05. La face changeante de la vente au détail de denrées alimentaires en Inde
Shalmali Guttal 38

06 Numérisation de la nutrition ou personnalisation de la malnutrition ?
Isabel Álvarez et Paola Romero 48

ACRONYMES

CDB	Convention sur la diversité biologique
CIP	Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GPS	Système de positionnement mondial
IED	investissement étranger direct
MSC	Mécanisme de la société civile pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire des Nations Unies
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	organisation de la société civile
PIB	produit intérieur brut
TIRPAA	Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
UE	Union européenne

01

LA REMISE EN QUESTION DE LA DÉMATÉRIALISATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, CONDITION SINE QUA NON POUR REPRENDRE EN MAIN LE FUTUR DE L'ALIMENTATION

Marcos Ezequiel Filardi et Stefano Prato

Marcos Ezequiel Filardi est juriste spécialiste des droits humains et de la souveraineté alimentaire. Il enseigne à l'École de nutrition de l'Université de Buenos Aires (UBA), où il occupe la Chaire de souveraineté alimentaire, un espace universitaire visant à encourager le débat public sur les systèmes alimentaires

Stefano Prato est directeur général de la Society for International Development (SID) et éditeur de *Development*, la revue trimestrielle de la SID. Il siège au Conseil éditorial de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

La Society for International Development (SID) est un réseau international regroupant des individus et des organisations, fondé en 1957 pour promouvoir la justice sociale et encourager la participation démocratique aux processus de développement.

« Ces dynamiques, à savoir les processus de dématérialisation, numérisation et financiarisation, modifient profondément le caractère du système alimentaire industriel. Elles entraînent notamment le transfert du pouvoir vers de nouveaux acteurs souvent caractérisés par leur éloignement croissant de la production d'aliments. Dans un même temps, elles modifient la conception du marché de l'alimentation et des habitudes de consommation dans les centres urbains et au-delà. »

REMERCIEMENTS |

Merci à Silvia Ribeiro (ETC Group), Adriana Contarini et Guillermo Hough (Chaire de souveraineté alimentaire 9 de Julio et Con-Ciencia Agroecológica), Guillermo Torres (chercheur indépendant) et Sofía Monsalve (FIAN International) pour leur aide à la rédaction et la révision du présent article.

En 1966, Harry Harrison publiait un ouvrage intitulé *Make Room! Make Room!* (adapté en français sous le titre *Soleil vert*), dans lequel il imaginait une ville du futur où l'eau était rationnée et où une seule entreprise distribuait l'unique produit comestible, une galette industrielle faite de soja et de lentilles, alors que seule une minorité opulente pouvait se permettre le luxe de consommer de la viande et des légumes. Le livre débutait par la dédicace suivante : « À Todd et à Moira. Pour votre bien, mes enfants, j'espère que tout ceci restera du domaine de la fiction »[1].

Sommes-nous aujourd'hui si loin de la fiction imaginée par Harry Harrison ? L'édition 2018 de *l'Observatoire* explore les impacts sur les systèmes alimentaires de certaines des principales dynamiques de la version dominante de la modernisation. Ces dynamiques, à savoir les processus de dématérialisation, numérisation et financiarisation, modifient profondément le caractère du système alimentaire industriel. Elles entraînent notamment le transfert du pouvoir vers de nouveaux acteurs souvent caractérisés par leur éloignement croissant de la production d'aliments. Dans un même temps, elles modifient la conception du marché de l'alimentation et des habitudes de consommation dans les centres urbains et au-delà. Du point de vue des personnes pratiquant l'agriculture paysanne et de leurs communautés, il est essentiel de comprendre ces phénomènes et d'analyser comment ils pourraient modifier les cibles de l'action politique dans la quête de la souveraineté alimentaire et de la concrétisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates.

1 Harrison H., *Soleil vert*, Paris : Nouveaux Millénaires, 2014. Le livre a inspiré le scénario du film américain *Soleil vert* (1973).

Au cours des dernières décennies, l'effet conjugué de la libéralisation, de la dérèglementation et de la privatisation a entraîné l'élargissement de la gamme de biens et de services négociables pour s'étendre à des domaines jusque-là considérés comme fondamentalement publics, comme l'eau, l'éducation ou la santé. Cette transformation des biens publics, lesquels constituent la clé de voute des droits humains, en marchandises négociables prend le nom de « marchandisation ». La fourniture de biens publics par des entités privées s'inscrivant dans la doctrine néolibérale promue par les institutions économiques mondiales est non seulement devenue la norme, mais elle est aussi de plus en plus dérèglementée au point d'altérer foncièrement la nature des biens en question. Bien qu'il soit largement admis que la nourriture est un bien négociable (elle fait d'ailleurs l'objet d'échanges depuis des siècles), c'est l'échec à réguler les marchés, sous l'impulsion des dogmes du libre-marché, qui encourage la marchandisation complète de la nourriture et contribue aux stratégies de dépossession des ressources productives touchant lourdement les communautés paysannes. Cette faiblesse du cadre règlementaire régissant les marchés a creusé un énorme fossé entre ce qui est légal, d'un côté, et ce qui est durable, cohérent avec les droits humains et moralement acceptable, de l'autre.

Selon ces mêmes facteurs, le néolibéralisme a entraîné une concentration inédite des richesses. Depuis 2015, les 1 % les plus riches détiennent autant de richesses que le reste de la planète ; seuls huit hommes détiennent autant de richesses que 3,6 milliards de personnes (la moitié la plus pauvre de la population mondiale). Au cours des vingt prochaines années, 500 personnes transmettront plus de 2 100 milliards de dollars à leurs héritiers, soit plus que le PIB de l'Inde, un pays qui compte 1,3 milliard d'habitant-e-s. Les revenus des 10 % les plus pauvres ont augmenté de moins de trois dollars par an entre 1988 et 2011, tandis que la hausse des revenus des 1 % les plus riches était 182 fois supérieure[2]. Nous assistons ainsi à une mainmise quasi-totale d'un nombre de plus en plus réduit de personnes et d'entreprises[3] sur le système alimentaire industriel, comme l'expliquent également Zundel et Ribeiro dans leur article sur les méga-fusions dans le domaine des intrants et des machines agricoles[4]. Par ailleurs, le réseau alimentaire paysan fournit à ce jour 70 % des aliments que nous consommons, en utilisant seulement 25 % de nos biens communs[5].

DÉMATÉRIALISATION, NUMÉRISATION ET FINANCIARISATION : DES CONCEPTS INTIMEMENT LIÉS MAIS DIFFÉRENTS

Trois dynamiques interdépendantes – la dématérialisation, la numérisation et la financiarisation – sont en passe de modifier profondément la nature des biens négociables et des marchés où ils sont échangés. Si chacune d'entre elle peut être qualifiée différemment, l'objectif de *l'Observatoire* est d'élaborer des définitions susceptibles d'être comprises de tou-te-s et en mesure d'étayer l'engagement et l'action des détentrices et détenteurs de droits ainsi que de leurs organisations sociales au niveau des politiques. Bien qu'elles s'appliquent à l'ensemble des dimensions que revêtent les systèmes alimentaires (y compris les ressources génétiques, les terres, etc.), nous avons choisi d'utiliser le qualificatif « de l'alimentation » dans un sens générique pour illustrer la portée de ces dynamiques.

Nous entendons par « **dématérialisation de l'alimentation** » le processus qui contribue à réduire la substance physique des aliments et à augmenter la valeur marchande de leurs dimensions immatérielles. Ce processus intervient à deux niveaux.

2 Oxfam, « Une économie au service des 99 % », 2017, p. 2. https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/bp-economy-for-99-percent-160117-fr.pdf

3 Pour en savoir plus, voir : Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food), *Too Big to Feed: Exploring the Impacts of mega-mergers, consolidation and concentration of power in the agri-food sector*, IPES-Food : Rapport thématique n°3, 2017. www.ipes-food.org/images/Reports/Concentration_FullReport.pdf (en anglais) ; Fondation Heinrich Böll, Fondation Rosa Luxembourg, Amis de la Terre Europe, *Agrifood Atlas, Facts and figures about the corporations that control what we eat* 2017, octobre 2017. www.boell.de/en/agrifood-atlas (en anglais ou en allemand)

4 Ibid. Pour en savoir plus sur le processus de méga-fusions dans le domaine des intrants et des machines agricoles, voir l'article « Prochainement dans vos assiettes : des données pour seule nourriture ! », dans la présente édition de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

5 ETC Group, *Who will feed us? The Peasant Food Web vs. The Industrial Food Chain*, 2017. www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedus-english-webshare.pdf (disponible en anglais ou en espagnol)

Le premier est lié à la valeur de la substance physique dans la composition du prix des aliments. Traditionnellement, cela était influencé par l'écart important entre le prix au détail d'une denrée et son prix au producteur, causé par les coûts matériels et immatériels qui entrent en compte dans la définition du prix (notamment les coûts de transport, de logistique et de distribution). Du coût de la publicité à la rémunération financière des investisseurs, en passant par les bénéfices astronomiques de la grande distribution et les habiles tentatives visant à utiliser les achats pour recueillir des informations sur les consommateurs, la part des dimensions immatérielles ne cesse d'augmenter au détriment de la valeur réelle des aliments. Le deuxième aspect de la dématérialisation a trait à la mode et au goût, et s'appuie sur un marketing agressif et de nouvelles habitudes alimentaires à la mode selon lesquels l'alimentation est envisagée comme une notion intangible souvent sans lien avec ses qualités physiques. Cela signifie que nous pouvons acheter des produits ayant l'apparence d'œufs qui en fait n'en contiennent pas. Certaines de ces tendances sont parfois favorisées par des préoccupations sanitaires aux contours mal définis qui, quand bien même légitimes, s'attachent à maintenir la consommation d'un goût artificiellement reproduit au lieu de promouvoir une alimentation saine et durable. D'aucuns affirmeront que l'alimentation a toujours présenté des dimensions intangibles, telles que les identités, les cultures, les traditions et, plus largement, la joie de prendre un délicieux repas. Mais la différence réside ici dans le glissement récent de ces dimensions intangibles socioculturelles et, d'une certaine manière, publiques de l'alimentation vers des éléments de la chaîne de valeur qui sont évalués à leur valeur marchande et, de ce fait, intrinsèquement privés et négociables (comme les informations sur les choix des consommateurs, la publicité, la rémunération financière des courtiers et des distributeurs). Le paradoxe de cette situation conduit à ce que l'acceptabilité et le prix des denrées alimentaires disponibles sur les marchés soient fondamentalement découplés de la production physique, avec un goût cherchant à reproduire quelque chose qui n'existe peut-être même pas.

Nous entendons par « **numérisation de l'alimentation** » un processus de production et de commercialisation des aliments caractérisé par une automatisation, une délocalisation et une informatisation croissantes. La numérisation débute au niveau des intrants agricoles, avec des efforts constants pour promouvoir les infrastructures de bioinformatique transformant les semences et autre matériel phytogénétique en ensembles de données numérisés. Paradoxalement, bien que ce processus ait pu être initié par des scientifiques sincèrement préoccupés par la sauvegarde de la biodiversité et désirant créer un matériel génétique virtuel susceptible d'être transplanté sur des territoires futurs, il est désormais sous l'emprise d'entreprises mondiales impitoyables ayant pour objectif de breveter le vivant et de mettre la main sur le processus de production en contrôlant le marché des intrants agricoles. En conséquence, les variétés végétales et animales circulent aujourd'hui à travers le monde sous la forme de données génétiques (brevetées), alors même que l'échange physique de semences réelles entre agriculteurs est illégal dans certains pays. Au niveau de la production, les avancées dans le domaine de l'automatisation, de la robotique, des technologies de drones et du contrôle à distance, ont toutes rendu possible l'extrême délocalisation d'activités agricoles automatisées, à travers, par exemple, le recours à des solutions robotiques télécommandées ou l'automatisation des serres. Depuis peu, le e-commerce et les applications pour dispositifs mobiles proposant des services connexes redéfinissent le secteur de la vente au détail

et des services de restauration, en permettant aux « clients » de commander par Internet auprès d'épiceries physiques, de magasins en ligne et de restaurants pour être livrés à domicile. De nouvelles applications permettent aux clients de scanner le code-barres du produit qu'ils souhaitent renouveler, de passer commande grâce aux micros intégrés à leur téléphone portable ou de cliquer simplement sur le bouton de petits dispositifs associés à des produits alimentaires spécifiques. Dans certains cas, les fabricants intègrent également des applications et des boutons aux systèmes connectés des appareils électroménagers pour une livraison à domicile sans encombre de certains produits. Le concept de « marché » en tant que lieu physique où des individus se réunissent pour vendre et acheter des biens, avec sa diversité de couleurs, de traditions, de formes de connaissances, ses négociations et ses transactions, est de plus en plus considéré par les tenants de cette modernité poussant à l'uniformisation comme la réminiscence d'un passé archaïque. À ce sujet, l'article de Shalmali Guttal, dans la présente édition l'Observatoire, explore le défi que pose Amazon dans la transformation du secteur de la vente au détail en Inde[6].

Par « **financiarisation de l'alimentation** », nous entendons le rôle croissant que jouent les marchés financiers au sein des systèmes alimentaires. Cette tendance intervient à deux niveaux. Le premier a trait à la croissance sensible de la vente et de l'achat de produits financiers liés aux produits alimentaires de base, avec comme conséquence le remplacement des déterminants de l'économie réelle par les marchés à terme de produits agricoles de base, comme principaux déterminants des prix des denrées alimentaires et de leur volatilité. Le second a trait à la transformation des ressources agricoles. Il concerne principalement le foncier, mais davantage encore les informations relatives aux données génétiques, les brevets sur les ressources génétiques et les infrastructures susceptibles d'être convertis en actifs financiers dans le cadre de rachats et de reventes réalisés dans des centres financiers. Ces transactions sont souvent complètement coupées de leurs emplacements géographiques et de l'utilisation réelle qui est faite desdites ressources. En effet, le processus de financiarisation du foncier facilite l'accaparement des terres par des investisseurs (étrangers), selon des modalités souvent sans aucun rapport avec la production agricole, comme le révèle l'étude de cas sur la région brésilienne du MATOPIBA, dans la présente édition de *l'Observatoire*[7]. Ces dynamiques, intimement liées, ont permis de transférer le pouvoir décisionnel depuis les systèmes de production physiques vers des acteurs financiers souvent inconnus, avant tout intéressés par des opérations en amont plutôt que par les activités agricoles réelles. Par conséquent, les acteurs de la finance mondiale investissant dans le foncier cherchent à spéculer et maximiser leurs gains financiers, par opposition aux paysannes et paysans, qui, eux, cherchent à conserver le contrôle des terres pour y cultiver des aliments et protéger leur héritage culturel. La financiarisation encourage donc l'accaparement des ressources, la massification de la production, la dissociation accrue de la production par rapport à la distribution et à la commercialisation, et l'augmentation des intermédiaires en tant que principal point d'agrégation au niveau de la chaîne alimentaire. Ceci a non seulement creusé la distance entre producteurs et consommateurs et privé les communautés légitimes de leurs terres et d'autres ressources, mais aussi fragilisé, voire réduit à néant, tout pouvoir de décision efficace au niveau des espaces publics locaux et nationaux. Ces processus délétères, largement facilités par les mesures de libéralisation des marchés mises en avant par les institutions financières internationales avec la complicité des élites locales dominantes, agissent en faveur de l'émergence de hiérarchies normatives

6 Pour en savoir sur ce défi, voir l'article « La face changeante de la vente au détail de denrées alimentaires en Inde » dans la présente édition de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

7 Pour en savoir sur cette étude de cas relative à la financiarisation et à l'accaparement des terres, voir l'article « La transformation des terres en un actif financier mondialisé : le cas de la région brésilienne du MATOPIBA » dans la présente édition de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

entre des droits établis par le commerce, y compris ceux des investisseurs, et les droits humains. Une illustration parfaite en est la prolifération de mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États dans les accords de commerce bilatéraux et multilatéraux, qui limitent *de-facto* la capacité des États à légiférer dans l'intérêt public et à respecter, protéger et concrétiser les droits humains, en leur qualité de détenteurs d'obligations.

Bien que ces définitions aient pour objet d'apporter des clarifications en distinguant dématérialisation, numérisation et financiarisation, il convient de noter que les frontières entre ces processus sont souvent floues et qu'ils devraient plutôt être appréhendés comme les différentes facettes d'un même phénomène global, que certains nomment « dématérialisation », au sens large du terme. Les mouvements sociaux ont de fait fréquemment utilisé ce sens plus large pour qualifier certaines de leurs luttes, comme celle menée contre la dématérialisation des terres, des semences et des ressources génétiques. Ceci a peut-être aussi été facilité par le fait que certaines ressources, comme les terres ou les semences, pourraient être impactées par l'ensemble de ces trois dynamiques. Cependant, il demeure important de souligner certaines différences entre ces trois processus, pour mieux les analyser et mieux cibler les interventions normatives. Par ailleurs, force est de constater que ces dynamiques sont intimement liées : dans la présente édition de *l'Observatoire*, Seufert, Mendonça et Pitta insistent sur le rôle que joue la numérisation dans la transformation du foncier en un actif financier, tandis que Zundel et Ribeiro décrivent comment les entreprises d'intrants, de machines et de données agricoles sont entrain de fusionner pour ne faire plus qu'une.

AU-DELÀ DE LA NUMÉRISATION, LA QUATRIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Au mois de janvier de cette année, les mêmes acteurs qui avait jusqu'ici encouragé, financé et bénéficié de la dénommée « Révolution verte » (les multinationales regroupées au sein du Forum économique mondial et de la Fondation Rockefeller, entre autres) ont publié un rapport reconnaissant l'échec du système agroindustriel qu'ils avaient façonné grâce à la force de leur pouvoir croissant[8].

Cette nouvelle aurait certainement pu nous réjouir, si seulement elle s'était accompagnée de la juste reconnaissance de la lutte menée par les paysannes et paysans ainsi que les mouvements sociaux pour dénoncer et combattre les conséquences dévastatrices sur leurs territoires. Malheureusement, les mêmes acteurs à l'origine de ce type de rapports prétendent détenir leur propre recette pour sortir de la crise des systèmes alimentaires : « la quatrième Révolution industrielle, caractérisée par une fusion de technologies qui brouillent les lignes entre les sphères physique, numérique et biologique ». Zundel et Ribeiro décrivent à quoi ressemble selon eux cette quatrième Révolution industrielle dans le cas de l'agriculture de précision et explorent ses implications pour les communautés paysannes[9].Ces nouvelles solutions promettent de transformer les systèmes alimentaires par le biais des « douze technologies transformatrices » suivantes :

- les protéines alternatives[10]
- les capteurs équipés de spectromètres infrarouges et le recours à l'imagerie hyperspectrale pour analyser « la salubrité, la qualité et la traçabilité des aliments »[11]

8 Forum économique mondial, "Innovation with a Purpose: The role of technology innovation in accelerating food systems transformation", 2018. www3.weforum.org/docs/WEF_Innovation_with_a_Purpose_VF-reduced.pdf (en anglais)

9 Pour en savoir plus sur ce processus, voir l'article « Prochainement dans vos assiettes : des données pour seule nourriture ! » dans la présente édition de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

10 Pour en savoir plus, voir : protix.eu/ (en anglais) ; www.ipiff.org/ (en anglais) ; www.buhler-group.com/global/en/about-buehler/insects-sustainable-protein-source/buehler-insect-technology-solutions.htm#.WotbptThBkg (en anglais et en allemand) et www.impossiblefoods.com/ (en anglais)

11 Pour en savoir plus, voir : www.impactvi.com/ (en anglais)

- la nutrigénétique contribuant à une nutrition personnalisée[12]
- la prestation de services aux paysannes et paysans par le biais de leurs téléphones portables[13]
- le Big Data et l'analytique avancée appliquée à l'assurance[14]
- l'Internet des objets permettant la transparence et la traçabilité de la chaîne alimentaire en temps réel[15]
- la traçabilité grâce à la technologie de la chaîne de blocs[16]
- l'agriculture de précision pour « optimiser l'utilisation des intrants agricoles et de l'eau »[17], basée sur le Big Data[18]
- l'édition des gènes[19]
- les technologies de microbiomes pour augmenter la résilience des cultures[20]
- les produits biologiques pour la protection des cultures et l'enrichissement du sol[21]
- les énergies renouvelables[22]

Nous pourrions également mentionner d'autre évolutions en cours, dignes de la fiction la plus inventive, comme la technique CRISPR[23], le biocontrôle génétique des rongeurs invasifs[24], le forçage génétique[25], les algorithmes saturés de préjugés raciaux, sexistes et coloniaux[26], la biologie synthétique, les nano-technologies et l'impression 3D alimentaire, entre autres.

Si le maître mot cherchant à légitimer la Révolution verte était la nécessité d'augmenter la production pour « nourrir le monde », la quatrième Révolution industrielle, consciente de l'échec de la révolution précédente, utilise désormais comme argument la nécessité de construire des « systèmes alimentaires inclusifs et durables basés sur de nouvelles technologies », assorti d'un nouvel argumentaire faisant intervenir de nouveaux acteurs incontournables et posant donc de nouveaux défis.

QUELS IMPACTS POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION ET POUR LA LUTTE EN FAVEUR DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

Outre la question de leur définition, l'effet conjugué de ces dynamiques – dématérialisation, numérisation et financiarisation – se révèle extrêmement préoccupant du point de vue de l'ensemble des personnes engagées dans la lutte visant à réaffirmer le droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates, lequel s'inscrit dans le contexte de l'indivisibilité de l'ensemble des droits humains, pièce maîtresse du changement de paradigme qui devrait placer l'agroécologie au cœur de nos sociétés et de nos systèmes alimentaires. Non seulement ces processus contribuent à déposséder les paysannes et paysans de leurs connaissances et à les empêcher d'accéder aux ressources, en creusant le fossé entre producteurs et consommateurs, mais ils facilitent aussi la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains d'un nouveau groupe d'acteurs distants, qui contrôlent l'information et les ressources financières. Ceci redéfinit les luttes entre les classes, en les éloignant de la tension traditionnelle entre travail et propriété du capital physique, car les nouveaux maîtres des inégalités extrêmes, au lieu de prendre part à l'économie réelle, évoluent dans la sphère immatérielle de la finance et de l'information. Comme l'ont souligné plusieurs observateurs : « Uber, la première compagnie mondiale de taxis, ne possède aucun véhicule. Facebook, la société de médias la plus populaire au monde, ne crée aucun contenu. Alibaba, le géant mondial de la

12 Pour en savoir plus, voir : habit.com. Pour plus d'informations sur les implications de la « personnalisation » pour la société, voir l'article « Numérisation de la nutrition ou personnalisation de la malnutrition ? » dans la présente édition de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

13 Pour en savoir plus, voir : rmlagtech.com/ (en anglais)

14 Pour en savoir plus, voir : ewn.co.za/Topic/Mobbissurance (en anglais)

15 Pour en savoir plus, voir : www.verigo.io/ (en anglais)

16 Pour en savoir plus, voir : www.forbes.com/sites/rogerait-ken/2017/12/14/ibm-walmart-launching-blockchain-food-safety-alliance-in-china-with-fortune-500s-jd-com/#70bd27167d9c (en anglais)

17 Pour en savoir plus, voir : www.farmersedge.ca/ (en anglais et en portugais)

18 Pour en savoir plus sur le Big Data, voir l'article « Prochainement dans vos assiettes : des données pour seule nourriture ! » dans la présente édition de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

19 Pour en savoir plus, voir : caribouboio.com (en anglais)

20 Pour en savoir plus, voir : www.indigoag.com (en anglais)

21 Pour en savoir plus, voir : www.agbitech.com/au/home.aspx (en anglais)

22 Pour en savoir plus, voir : www.ecozensolutions.com (en anglais)

23 Ribeiro S., "Monsanto, Dupont, CRISPR ¿qué puede salir mal?", *La Jornada*, 1er octobre 2016. www.jornada.unam.mx/2016/10/01/opinion/019a1eco (en espagnol)

24 Ribeiro S., "Armas Transgénicas para extinguir especies", *La Jornada*, 3 septembre 2016. www.jornada.unam.mx/2016/09/03/opinion/025a1eco (en espagnol)

25 Ribeiro S., "Reacción Mutagénica en Cadena", *La Jornada*, 11 juin 2016. www.jornada.unam.mx/2016/06/11/economia/021a1eco (en espagnol) ; Ribeiro S., «Ejército de Estados Unidos, Gates y Monsanto detrás de transgénicos para extinguir especies», *La Jornada*, 9 décembre 2017. www.jornada.unam.mx/2017/12/09/economia/023a1eco (en espagnol)

vente au détail, ne dispose d'aucun stock. Et Airbnb, le fournisseur d'hébergement numéro un au monde, ne détient aucun bâtiment »[27].

Opérant dans un monde immatériel, ces acteurs tendent à échapper aux frontières de la conception physique et territoriale de l'État-nation et s'affranchissent complètement du contrôle démocratique. Par ailleurs, une telle concentration de pouvoir économique entretient des économies politiques complexes et ambitieuses, qui s'emparent de façon grandissante des sphères éthiques, normatives et fiscales de l'État et érodent la nature et la portée des espaces d'élaboration de politiques publiques, notamment ceux où l'État, en sa qualité de détenteur d'obligations, noue un dialogue avec les détenteurs légitimes de droits. Bien sûr, il existe des initiatives vertueuses visant à utiliser les nouvelles technologies numériques pour de bonnes causes en mesure de faire progresser les luttes des peuples. À cet égard, dans leur article de la présente édition de *l'Observatoire*, Álvarez et Romero mentionnent l'exemple du syndicat EHNE Bizkaia, membre de La Via Campesina, qui a développé une application pour smartphone permettant de mettre en évidence, grâce à une série d'indicateurs, les répercussions d'une série d'achats sur l'environnement. Seufert, Mendonça et Pitta, à leur tour, signalent comment les communautés rurales et leurs organisations, dans différentes régions du monde, ont recours à des outils tels que les images satellites numériques pour défendre leurs territoires et réaliser un meilleur suivi des activités menées par les accapareurs de terres, s'agissant, par exemple, de la destruction des forêts. On peut citer notamment le cas des femmes du peuple autochtone *guajajara*, qui utilisent des drones dans leur lutte pour protéger leurs territoires. Cependant, le rapport de forces essentiel est si inégal qu'il est difficile d'imaginer comment faire en sorte que l'équation profite aux droits humains et aux stratégies de développement axées sur les personnes.

Cette impasse impose une réflexion sur la science et sur son obligation de rendre des comptes aux individus et aux communautés. Bien trop souvent, des travaux de recherche d'apparence anodine menés au nom d'objectifs nobles se retournent contre les personnes qu'ils sont censés servir, et deviennent aujourd'hui un instrument de dépossession et d'accumulation. À de multiples occasions, les nouvelles découvertes scientifiques ont des effets d'entraînement sur des domaines inattendus, assortis d'applications délétères pouvant compromettre la poursuite d'objectifs publics. D'aucuns seraient d'avis de s'opposer à toute tentative de limiter les explorations scientifiques au motif que la quête de l'inconnu est propre à la nature humaine. Cependant, à première vue (et si l'on laisse de côté les calculs statistiques sophistiqués mais souvent biaisés), il semblerait que la technologie ait contribué à creuser les inégalités plutôt qu'à les combler, compte tenu des dysfonctionnements qui caractérisent aujourd'hui nos sociétés. Il est donc impératif de remettre en cause le paradigme actuel sur lequel repose la recherche et de mettre la science au service de nos défis humains, sociaux et écologiques. Ceci exige de mener une évaluation *ex ante* bien plus approfondie du type de recherches à entreprendre et des modalités permettant de garantir que les connaissances restent un bien public et non un instrument de manipulation et de dépossession des citoyen-ne-s. Cela signifie également d'identifier de nouvelles manières de soumettre l'orientation des futurs travaux de recherche à l'examen public et au contrôle démocratique. À cet égard, Zundel et Ribeiro mentionnent que le Forum de collaboration multipar-

26 El País, "Si está en la cocina es una mujer: cómo los algoritmos refuerzan los prejuicios", *El País*, 22 septembre 2017. capitanswing.com/prensa/si-esta-en-la-cocina-es-una-mujer-como-los-algoritmos-refuerzan-los-prejuicios/ (en espagnol)

27 Pour en savoir plus, voir : McRae H., "Facebook, Airbnb, Uber and the Unstoppable Rise of the Content Non-Generators", Independent, 5 mai 2015. www.independent.co.uk/news/business/comment/hamish-mcrae/facebook-airbnb-uber-and-the-unstoppable-rise-of-the-content-non-generators-10227207.html (en anglais)

tite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable (Forum STI) nouvellement constitué par l'ONU et son Mécanisme de facilitation des technologies ont débattu de la nécessité que l'ONU se penche sur la question de la concentration des entreprises et du monopole des technologies. Malheureusement, lors de sa session de 2017, le Forum STI a approuvé sans réserve le programme de la quatrième Révolution industrielle promu par le Forum économique mondial.

Les aliments et les moyens nécessaires à leur obtention sont contrôlés et considérés comme de simples marchandises par une poignée d'acteurs privés très puissants de l'économie capitaliste. Les citoyennes et citoyens du monde doivent pourvoir imaginer, construire et lutter collectivement, sous peine de compromettre la concrétisation du droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates et de la souveraineté alimentaire des peuples. Pour ce faire, ils devront s'organiser et lutter depuis la base, en tissant des réseaux rassemblant les vastes majorités et en intégrant de nouveaux acteurs à la lutte (tels que ceux qui dénoncent les impacts des technologies de l'information sur les droits humains). Ensemble, ils devront veiller à encourager le développement et l'accumulation d'un pouvoir populaire, en définissant des modes de vie (une société, une économie et un système alimentaire alternatifs) orientés *de facto* vers une alimentation « saine, sûre et souveraine » pour toutes et tous et en contestant le modèle capitaliste des multinationales, basé sur le « toujours plus de profits pour moins de coûts et d'obligations ».

La fiction l'emportera-t-elle ? Telle est la question.

EN BREF

Le présent article décrit les modalités complexes selon lesquelles les dynamiques interdépendantes de dématérialisation, numérisation et financiarisation modifient profondément nos systèmes alimentaires.

Il explore les importantes nouvelles répercussions que ces dynamiques et les technologies promues par la dénommée quatrième Révolution industrielle auront sur le droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates et sur la souveraineté alimentaire.

Enfin, il invite à mener un débat critique sur les nouveaux défis auxquels sont confronté-e-s les paysannes et les paysans, ainsi que les mouvements sociaux, pour défendre et veiller au respect de leurs droits

CONCEPTS-CLÉS

- La dématérialisation, la numérisation et la financiarisation sont des tendances croissantes qui transforment profondément les systèmes alimentaires.
- Les acteurs qui ont porté la Révolution verte reconnaissent désormais leur échec, mais prétendent connaître la clé pour sortir de la crise : la quatrième Révolution industrielle.
- Les technologies promues par la quatrième Révolution industrielle auront de nouveaux impacts sur le droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates et sur la souveraineté alimentaire.
- Les paysan-ne-s et les mouvements sociaux devront tisser de nouvelles alliances afin de défendre leurs droits.

MOTS-CLÉS

- Dématérialisation, numérisation et financiarisation
- Quatrième Révolution industrielle
- Droit à la l'alimentation et à la nutrition
- Souveraineté alimentaire

02 LA DÉMATÉRIALISATION DES PLANTES ET DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES : UNE PERSPECTIVE PAYSANNE

Alimata Traoré

Alimata Traoré est Présidente de la Convergence des Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire (COFERSA). Elle est aussi membre de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) du Mali, du Comité Ouest-Africain pour les Semences Paysannes (COASP) et du groupe de travail «Biodiversité agricole» du Comité International de Planification pour la souveraineté alimentaire (CIP).

La Convergence des Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire (COFERSA) est une organisation basée à Sikasso, au Mali, réunissant 36 coopératives de femmes rurales. Elle œuvre pour améliorer le pouvoir économique ainsi que le statut social et politique de ses membres, répartis dans six régions du Mali.

« C'est en faisant vivre la biodiversité le plus largement et le plus massivement possible dans nos champs, nos terroirs et nos assiettes que nous rendrons complètement illusoire l'appropriation de nos semences, plantes, animaux et connaissances par une poignée d'intéressés. »

REMERCIEMENTS |

Merci à Karine Peschard (Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, Genève), Guy Kastler (Réseau Semences Paysannes, La Via Campesina et groupe de travail « Biodiversité agricole » du CIP) et Philip Seufert (FIAN International) pour leur aide à la rédaction et à la révision du présent article.

L'ENJEU DE LA DÉMATÉRIALISATION[1]

Depuis une vingtaine d'années, de nouvelles techniques permettent de séquencer de plus en plus rapidement le génome des organismes vivants, de rassembler massivement les connaissances des paysannes et des paysans sur les caractères de ces organismes, puis de numériser et de stocker ces « informations »[2] dans d'immenses bases de données électroniques. Ces informations sont « dématérialisées » au sens où elles sont accessibles indépendamment de tout accès aux micro-organismes, aux plantes ou aux animaux dont elles sont issues ou aux personnes ayant fourni les connaissances associées. Plus récemment, différents partenariats publics-privés, comme DivSeek, ambitionnent de mettre en réseau les bases de données existantes[3].

La Convention sur la diversité biologique (CDB), le Protocole de Nagoya et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) ont établi des obligations internationales portant sur le consentement libre, préalable et en connaissance de cause en matière d'accès aux ressources génétiques et connaissances associées ainsi que de partage des bénéfices issus de leur utilisation. Ces accords viennent compléter et concrétiser le cadre international des droits humains, notamment en ce qui concerne le droit à l'alimentation et à la nutrition dont la réalisation est conditionnée par l'accès des productrices et des producteurs d'aliments aux ressources génétiques et leur utilisation[4].

1 Introduction rédigée par Karine Peschard, chercheuse affiliée au Centre Albert Hirschman sur la démocratie de l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement à Genève.

2 La terminologie convenue au niveau international utilise à titre provisoire l'expression « information de séquençage numérique » (*digital sequence information* ou DSI en anglais). Cette expression reflète une vision scientiste très réductrice qui n'est pas adaptée car l'information génétique inclut non seulement des données génétiques ou épigénétiques mais aussi leur lien direct avec les caractères particuliers d'un organisme. Ce lien est brevetable dès qu'il est nouveau et susceptible de donner lieu à une exploitation industrielle. Or, de nombreuses informations sont

Or, la dématérialisation des ressources génétiques menace de rendre ces accords caducs. L'industrie pousse en faveur d'une interprétation garantissant que ces « informations » demeurent librement accessibles et ne relèvent pas de ces accords au même titre que les ressources génétiques physiques et les connaissances « traditionnelles » associées. Ce qui n'empêche pas les entreprises de « rematérialiser » les informations en les utilisant pour modifier les gènes d'organismes physiques. Si ces bases de données venaient à échapper à tout contrôle, on assisterait à un retour de la biopiraterie car les entreprises auraient la possibilité de s'en servir dans le but d'identifier les liens entre des séquences génétiques et des caractères particuliers. Elles pourraient breveter ces « informations génétiques » sans autorisation de la part des communautés paysannes et traditionnelles ni versement[5] d'aucune contrepartie, alors que ce sont ces communautés qui ont développé et préservé ces ressources et ces connaissances. L'industrie pourrait alors aussi étendre la protection de des brevets à tous les organismes physiques (plantes, animaux, micro-organismes) contenant ces « informations génétiques » et exprimant les caractères correspondants, y compris ceux fournis par les paysan-ne-s et les communautés traditionnelles. Ces derniers perdraient ainsi le droit de les utiliser librement. En un mot, la dématérialisation des plantes et des ressources génétiques est utilisée afin de faciliter le brevetage du vivant et l'accaparement des ressources génétiques par l'industrie.

Cependant, comme en atteste l'article qui suit rédigé par Alimata Traoré, présidente de la COFERSA, les mouvements paysans ne sont pas dupes et suivent de près ces débats.

« ET SI ON MET TOUT DANS L'ORDINATEUR ET QUE LE COURANT COUPE, ON FAIT COMMENT ? »

Là a été la réflexion menée par les paysannes et les paysans du continent africain venu-e-s assister aux négociations réalisées lors de la septième session de l'Organe directeur (GB7) du TIRPAA, à Kigali en octobre 2017.

« Pour les femmes rurales, la semence c'est la vie. Sans l'indépendance en semences, tu deviens esclave des autres. Les femmes ne peuvent reconnaître la semence que dans les champs ou dans les marmites ; pas dans des ordinateurs. »

C'est ainsi qu'ont réagi les femmes de mon organisation, la COFERSA, quand je leur ai expliqué à quoi ressemblait la réunion de l'Organe directeur portant notamment sur l'amélioration du système mondial d'information (également appelé « dématérialisation »). Il est vrai que les droits des agricultrices et des agriculteurs figuraient aussi à l'ordre du jour ; mais que restera-t-il de ces droits si on autorise la privatisation du vivant à outrance ?

Nos semences paysannes, et celles de nos parents, ont été collectées sans même que l'on sache vraiment par qui et pourquoi. Aujourd'hui, on nous informe que celles et ceux qui maîtrisent l'ordinateur peuvent devenir propriétaires des caractères contenus dans ces semences et nous interdire de les utiliser.

Ma communauté a su sélectionner une variété de sorgho suffisamment résistante à la sécheresse si elle est cultivée selon la technique du *zaï*[6]. Et maintenant, une personne ou une entreprise dont l'intérêt n'est pas notre souveraineté alimentaire en deviendrait propriétaire car elle parle le langage qu'il faut ?

compilées sans tenir compte des liens éventuels qui les unissent aux séquences génétiques elles-mêmes, notamment celles issues des connaissances détenues par les paysannes et les paysans. Pour en savoir plus, voir : www.cbd.int/doc/c/6945/0423/02d5da276ef8cb35fbdfb7cd/sbstta-22-02-fr.pdf (annexe)

3 Voir : Peschard K. E., « Droits des paysan-ne-s sur les semences : les conflits inhérents aux régimes juridiques internationaux », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2016, pp. 23-24. www.righttofoodandnutrition.org/files/watch_2016_article_1_french_semences_et_biodiversite_agricole.pdf

4 Voir : Monsalve Suárez S., Rahmanian M. et Onorati A., « Semences et biodiversité agricole : la cheville ouvrière délaissée du droit à l'alimentation et à la nutrition », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2016, pp. 19-23. www.righttofoodandnutrition.org/files/watch_2016_article_1_french_semences_et_biodiversite_agricole.pdf

5 Voir : Meunier E., « Numériser les gènes pour posséder le vivant sans partage ? », *Inf'OGM*, 9 avril 2018. www.infogm.org/6519-numeriser-genes-pour-posseder-vivant-sans-partage

6 Le *zaï* est une technique culturale traditionnelle originaire d'Afrique de l'Ouest. Le *zaï* est une forme particulière de culture en poquet dans des micro-bassins creusés à la daba (pioche à manche court), où les graines sont semées. Cette culture permet de concentrer l'eau et la fumure dans des zones arides et semi-arides.

Nous ne sommes pas d'accord avec cela. Voilà pourquoi nous nous associons à des organisations faîtières ainsi qu'au Comité International de Planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) dans le but de défendre nos droits sur nos semences et nos connaissances paysannes.

Au Mali, nous participons au processus « Semences, Normes et Paysans » (SNP) pour faire reconnaître les systèmes semenciers paysans au niveau de la politique nationale, y compris les connaissances que nous possédons en matière de plantes et d'animaux. Nous ne savons pas encore si nous allons gagner, mais l'important est que nos semences paysannes soient cultivées et consommées. À nos yeux, l'importance des variétés paysannes est étroitement liée à une bonne alimentation et à une bonne nutrition.

C'est la raison pour laquelle, dans les recommandations que nous avons formulées au GB7, nous avons dit que nous ne mettrons plus nos variétés dans le système multilatéral tant que nous n'aurons pas de garanties claires assurant l'interdiction des droits de propriété intellectuelle (notamment les brevets sur des traits natifs) ou de tout autre droit (les marques commerciales, par exemple) susceptible de restreindre nos droits de continuer à utiliser, échanger et vendre les semences, les plants et les récoltes issus de nos variétés paysannes (tout ce que eux nomment « ressources phytogénétiques »[7]).

7 Pour consulter les déclarations des organisations de la société civile lors de la septième réunion de l'Organe directeur du TIRPAA, voir : www.ukabc.org/gb7.htm#b1

De tout temps, nos communautés paysannes ont échangé leurs semences paysannes et les ont mis en circulation. Aujourd'hui, on nous demande d'intégrer un système bureaucratique qui ne nous ressemble pas. Notre préoccupation première est de bien nourrir nos communautés et nos enfants ; pas de « marchandiser » nos semences et nos savoirs. Nous demandons que des mécanismes soient mis en place pour protéger et valoriser notre biodiversité et nos savoirs. Nous revendiquons le respect, la protection et la garantie de nos droits collectifs sur nos semences et nos connaissances paysannes.

Si une personne venait collecter l'une de nos variétés, elle devrait tout d'abord obtenir le consentement préalable donné librement et en connaissance de cause par la communauté concernée. Nous possédons nos propres systèmes de décision locaux au sein de nos communautés. Ces mécanismes traditionnels devraient être valorisés afin de garantir une gestion durable de nos semences paysannes dans le cadre du système mondial actuel, lequel est conçu pour préserver l'intérêt de quelques-uns.

Aujourd'hui, nous pensons pouvoir faire la différence. Nous, les paysannes et les paysans, avons encore beaucoup de connaissances. Grâce au travail de nos mains, nous gérons encore un large éventail de semences végétales mais aussi de races animales ou de biodiversité non-cultivée. Les femmes rurales jouent un rôle fondamental dans la valorisation de cette biodiversité agricole essentielle à la bonne alimentation de nos familles.

C'est en faisant vivre la biodiversité le plus largement et le plus massivement possible dans nos champs, nos terroirs et nos assiettes que nous rendrons complètement illusoire l'appropriation de nos semences, plantes, animaux et connaissances par une poignée d'intéressés.

EN BREF

Nos semences paysannes, et celles de nos parents, ont été collectées sans même que l'on sache vraiment par qui et pourquoi. Aujourd'hui, on nous informe que celles et ceux qui maîtrisent l'ordinateur peuvent devenir propriétaires des caractères contenus dans ces semences et nous interdire de les utiliser.

Nous ne sommes pas d'accord avec cela. Voilà pourquoi nous nous associons à des organisations faîtières ainsi qu'au Comité International de Planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) dans le but de défendre nos droits sur nos semences et nos connaissances paysannes.

C'est la raison pour laquelle, dans les recommandations que nous avons formulées au GB7, nous avons dit que nous ne mettrons plus nos variétés dans le système multilatéral tant que nous n'aurons pas de garanties claires assurant l'interdiction des droits de propriété intellectuelle (notamment les brevets sur des traits natifs) ou de tout autre droit (les marques commerciales, par exemple) susceptible de restreindre nos droits de continuer à utiliser, échanger et vendre les semences, les plants et les récoltes issus de nos variétés paysannes (tout ce que eux nomment « ressources phytogénétiques »).

C'est en faisant vivre la biodiversité le plus largement et le plus massivement possible dans nos champs, nos terroirs et nos assiettes que nous rendrons complètement illusoire l'appropriation de nos semences, plantes, animaux et connaissances par une poignée d'intéressés.

CONCEPTS-CLÉS

→ Depuis une vingtaine d'années, de nouvelles techniques permettent de séquencer de plus en plus rapidement le génome des organismes vivants, de rassembler massivement les connaissances des paysannes et des paysans sur les caractères de ces organismes, puis de numériser et de stocker ces « informations » dans d'immenses bases de données électroniques.

→ L'industrie pousse en faveur d'une interprétation garantissant que ces « informations » demeurent librement accessibles et ne relèvent pas de ces accords au même titre que les ressources génétiques physiques et les connaissances « traditionnelles » associées. Ce qui n'empêche pas les entreprises de « rematérialiser » les informations en les utilisant pour modifier les gènes d'organismes physiques.

→ Notre préoccupation première est de bien nourrir nos communautés et nos enfants ; pas de « marchandiser » nos semences et nos savoirs. Nous demandons que des mécanismes soient mis en place pour protéger et valoriser notre biodiversité et nos savoirs. Nous revendiquons le respect, la protection et la garantie de nos droits collectifs sur nos semences et nos connaissances paysannes.

→ Si une personne venait collecter l'une de nos variétés, elle devrait tout d'abord obtenir le consentement préalable donné librement et en connaissance de cause par la communauté concernée. Nous possédons nos propres systèmes de décision locaux au sein de nos communautés. Ces mécanismes traditionnels devraient être valorisés afin de garantir une gestion durable de nos semences paysannes dans le cadre du système mondial actuel, lequel est conçu pour préserver l'intérêt de quelques-uns.

MOTS-CLÉS

→ Dématérialisation
→ Ressources génétiques
→ Semences paysannes
→ Droits des paysan-ne-s
→ Connaissances traditionnelles

03

LA TRANSFORMATION DES TERRES EN UN ACTIF FINANCIER MONDIALISÉ : LE CAS DE LA RÉGION BRÉSILIENNE DU MATOPIBA

Philip Seufert, Maria Luisa Mendonça et Fabio Pitta

Philip Seufert travaille au Secrétariat international de FIAN, au sein duquel il se concentre principalement sur les questions foncières et de semences.

Maria Luisa Mendonça est chercheuse invitée au Center for Place, Culture and Politics de l'Université de la ville de New York ; elle co-dirige, au Brésil, le Réseau social pour la justice et les droits humains.

Fabio Teixeira Pitta est titulaire d'une bourse de recherche postdoctorale en géographie humaine à l'Université de São Paulo et chercheur auprès du Réseau social pour la justice et les droits humains (Rede Social de Justiça e Direitos Humanos) au Brésil.

FIAN International est une organisation internationale de défense des droits humains qui plaide en faveur de la concrétisation du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates depuis plus de trente ans.

Le Réseau social pour la justice et les droits humains regroupe plusieurs dizaines d'organisations non gouvernementales et de mouvements sociaux. Il aspire à répondre à une demande d'action et d'articulation autour des violations des droits humains au Brésil.

« Les acteurs qui défendent la numérisation des informations d'administration foncière et le recours à la chaîne de blocs mettent l'accent sur les avantages que présentent ces technologies pour les populations marginalisées, car elles sont censées garantir une plus grande sécurité foncière. Cependant, le problème d'insécurité foncière que subissent les personnes vivant dans la pauvreté réside moins dans la mise à disposition de données foncières précises que dans l'oppression et les inégalités de pouvoir dont elles souffrent. Il convient plutôt de se demander qui a accès à ces technologies, qui les contrôle et à quelles fins. »

REMERCIEMENTS |

Merci à Tomaso Ferrando (Université de Bristol et Global Legal Action Network), Priscilla Claeys (Centre pour l'agroécologie, l'eau et la résilience de l'Université de Coventry et FIAN Belgique) et Sofía Monsalve (FIAN International) pour leur aide à la rédaction et la révision du présent article.

Comment est-il possible que les centres financiers de New York ou de Stockholm exercent un contrôle sur des terres reculées du Nord-Est du Brésil ? La transformation du foncier en un actif financier mondial suppose non seulement de procéder à de complexes modifications au niveau des politiques et des législations, mais aussi de recourir aux technologies de l'information. Le présent article entend fournir des éclaircissements sur le rôle que jouent les informations foncières numériques dans la dépossession des communautés rurales de leurs terres, lesquelles sont ensuite placées sous le contrôle de lointains acteurs financiers d'envergure internationale. Il s'appuie sur l'évaluation réalisée par ses auteur-e-s des facteurs et des impacts de l'expansion de l'agroindustrie dans la région brésilienne du MATOPIBA[1], qui fait partie du *Cerrado,* un biome composé de savanes et de forêts[2]. L'article aborde les défis posés par les technologies de l'information pour les luttes que mènent les peuples en faveur de leur droit à la terre et au territoire, et conclut en identifiant plusieurs questions devant faire l'objet de recherches plus approfondies.

UNE NOUVELLE ÉCORÉGION BRÉSILIENNE EN PROIE À L'ACCAPAREMENT DES TERRES

Le *Cerrado* est une zone extrêmement riche en faune et en flore, qui abrite trois des aquifères les plus importants de la région. Bien qu'il reçoive une attention moindre de la part des médias, il est tout aussi essentiel que l'Amazonie à l'écologie du pays et de la planète. Le Nord du *Cerrado* est indispensable à la survie des communautés vivant dans la région[3].

1 MATOPIBA » est l'acronyme désignant une superficie de terres de 73 173 485 hectares s'étendant sur les États brésiliens de Maranhão, Tocantins, Piauí et Bahía, situés dans le Nord et le Nord-Est du pays. La région est recouverte de savanes, de brousse et de forêts (le *Cerrado*).

2 Un biome est une vaste communauté écologique composée de plantes et d'animaux, comme une forêt tropicale humide, une prairie ou le désert.

3 On estime que près de 25 millions de personnes vivent dans le Cerrado, y compris 80 peuples autochtones et divers peuples dénommés « traditionnels », auxquels la législation brésilienne accorde une protection spéciale. Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, *Imobiliárias agrícolas transnacionais e a*

Dans le MATOPIBA, l'expansion des monocultures calquées sur le modèle de l'agriculture industrielle et l'essor de la spéculation foncière entravent la concrétisation du droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates (entre autres droits humains) des communautés traditionnelles, y compris des peuples autochtones et des personnes descendant des esclaves marrons (*quilombolas*). Des recherches de grande ampleur menées par des organisations de la société civile (OSC) démontrent que la population locale subit les conséquences de la déforestation, de la contamination des sols à grande échelle, des eaux et du bétail par les produits agrochimiques, ainsi que de la perte de biodiversité. Par ailleurs, la violence perpétrée à l'encontre des leaders communautaires s'accentue, tout comme les litiges portant sur l'eau, exacerbés par des changements dans les régimes de précipitations dus à la destruction de l'environnement[4]. Enfin, les habitant-e-s de cette région perdent leurs terres, ce qui entraîne la destruction de leurs moyens d'existence, des bouleversements au niveau des communautés et une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La population locale est souvent contrainte de migrer vers les bidonvilles (*favelas*) des grandes villes brésiliennes. Les femmes sont particulièrement affectées par l'accaparement constant des terres et la destruction permanente de l'environnement, du fait qu'elles ne peuvent plus cueillir et transformer les fruits sauvages des forêts du *Cerrado*, tandis que la présence de gardes armés, les pratiques d'intimidation et la violence physique les empêchent de planifier une vie de famille[5]. Bien souvent, les femmes des zones rurales forcées de partir se voient uniquement proposer des emplois aux conditions dégradantes dans des plantations ou de femme de ménage dans les zones urbaines.

especulação com terras na região do MATOPIBA, 2018, p. 10. www.social.org.br/images/MATOPIBA.pdf (en portugais)

4 *Ibid.*

5 FIAN International/Rede Social de Justiça e Direitos Humanos/Comissão Pastoral da Terra, *The Human and Environmental Cost of the Land Business. The Case of MATOPIBA*, Brazil, 2018. www.fian.org/en/news/article/land_speculation_is_leading_to_human_rights_violations_and_eco_destruction_in_brazil/ (en anglais).

QUAND LA FINANCE MONDIALE IMPULSE L'ACCAPAREMENT DES TERRES DANS LE MATOPIBA

La région du MATOPIBA assiste à la transformation de ses terres en un actif financier dématérialisé du fait de l'influence et du pouvoir croissants de la finance mondiale et de son mode de fonctionnement – un processus qualifié de « financiarisation ». L'incursion et la progression de l'agroindustrie dans le *Cerrado* brésilien sont étroitement liées à la dérèglementation des marchés financiers mondiaux et à l'intérêt grandissant pour le foncier exprimé par les acteurs de la finance (fonds de pension, fonds d'investissement, établissements bancaires, compagnies d'assurance, etc.). L'essor du modèle de production agroindustrielle qu'a connu le Brésil depuis les années 90 s'inscrit dans un discours idéologique réductionniste, qui contribue, en réalité, à creuser la dette du pays car il repose sur un crédit subventionné par le gouvernement, sans parler des impacts sociaux et environnementaux provoqués par ce système agricole[6]. Les importantes subventions concédées par l'État ont conduit au développement des monocultures de soja et de canne à sucre, qui ont commencé à s'infiltrer dans le Nord du *Cerrado* brésilien, notamment dans les États de Piauí et de Tocantins, au début des années 2000.

6 Pitta F. et Mendonça M. L., "Especulação com terras agrícolas na região do Matopiba", extrait de Direitos Humanos no Brasil, *Relatório da Rede Social de Justiça e Direitos Humanos*, 2017, pp. 55-64. www.social.org.br/files/pdf/relatorio_dh_2017.pdf (en portugais)

Parallèlement, la quête de nouveaux domaines d'investissement dans laquelle se sont lancés les acteurs de la finance mondiale a suscité, dans les premiers temps, un boom des produits de base, entraînant une hausse spéculative des cours du soja, du sucre, du maïs, du coton, de l'eucalyptus et de la viande, entre autres produits de base, et accélérant davantage encore l'expansion territoriale des monocultures et de l'agroindustrie. Entre 2000 et 2014, les superficies plantées en soja et canne à sucre dans le MATOPIBA ont augmenté de 253 % et 379 % respectivement ; la superficie de terres plantées en soja est notamment passée de 1 à 3,4 millions d'hectares[7]. Après la crise de 2007-2008, cependant, un étonnant phénomène a commencé à

7 Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, op. cit., note 3, p. 26.

voir le jour : alors même que le cours des produits agricoles reculait sur les marchés internationaux, la hausse de celui du foncier se poursuivait au Brésil, ce qui démontre la nature spéculative des transactions foncières en jeu. L'expansion territoriale des monocultures de produits agricoles (comme le soja et la canne à sucre) sert à justifier l'augmentation des prix du foncier, ainsi que la mainmise des entreprises financières et de l'agroindustrie sur les terres agricoles. Mais, indépendamment de la production de denrées agricoles, c'est bel et bien la terre qui est dans leur ligne de mire. Plus récemment, le Sénat brésilien a approuvé une mesure susceptible de consolider la spéculation sur les terres agricoles, en permettant la négociation sur les marchés financiers de plusieurs fractions d'une même exploitation agricole, comme garantie pour accéder au crédit[8]. Le foncier est donc aussi convoité par les acteurs financiers et constitue un domaine d'activité à part entière, au-delà du financement de la production agroindustrielle ou du commerce des produits de base. Les prix des terres n'ont cessé de croître, y compris après la fin du boom des produits de base, au lendemain de la crise financière mondiale de 2007-2008[9].

Considérées comme la « dernière frontière agricole » du Brésil et comme une zone tampon avec l'Amazonie, les terres septentrionales du *Cerrado* brésilien sont devenues la cible de la spéculation foncière[10]. Certaines des entreprises impliquées dans ces activités lucratives au niveau de la région conservent un lien avec la production agricole industrielle. Une illustration parfaite est le cas de l'entreprise SLC (Schneider Logemann Company), dont la succursale SLC Agrícola figure parmi les premiers producteurs de soja du Brésil, alors qu'une autre succursale, SLC Land Co., est devenue un protagoniste majeur du marché foncier[11]. D'autres entreprises, en revanche, ont abandonné les activités qu'elles réalisaient en lien direct avec la production, pour se concentrer pleinement sur l'acquisition, la vente, la location et/ou la gestion de terres[12]. L'on peut notamment citer la société Radar Imobiliária Agrícola S/A, créée à partir d'une co-entreprise entre le fonds de pension américain TIAA et le premier producteur de sucre du Brésil, Cosan. L'objectif de Radar est d'obtenir des revenus capitalisés de la terre (c'est-à-dire, d'acquérir des terres à bas prix), d'y installer des exploitations puis de les revendre, souvent dans le cadre d'opérations spéculatives. Plus important encore, les acteurs qui opèrent sur le terrain sont soutenus par des acteurs financiers internationaux injectant d'énormes quantités de capitaux dans ces activités. Ils alimentent donc la spéculation en cours, en cherchant à extraire d'importantes richesses de la région. Dans le cas du MATOPIBA, les fonds de pension américains et européens jouent un rôle majeur[13]. Ces fonds tirent un avantage direct de l'escalade des prix, car elle augmente la valeur de leurs exploitations et de leurs portefeuilles.

FINANCIARISATION ET NUMÉRISATION

Plusieurs liens unissent la financiarisation d'une manière générale, et plus particulièrement la financiarisation des terres, à la numérisation, entendue comme l'intégration des technologies numériques à partir de la conversion d'informations au format numérique. Tout d'abord, la croissance exponentielle de la finance internationale qui a caractérisé ces trente dernières années n'a été possible que grâce aux technologies de l'information. Deuxièmement, les outils techniques tels que les statistiques ou les calculs de l'utilisation et la productivité des terres au moyen d'images satellite, par exemple, sont utilisés pour transformer le foncier en une ressource dans laquelle il est possible d'investir, ainsi que pour cartographier les zones supposément disponibles pour les investissements mondiaux[14]. Bien que ces terres abritent des centaines de communautés rurales locales depuis des siècles,

8 Pour en savoir plus, voir : Garcia G., "Senado autoriza uso de parte de imóvel rural como garantia em empréstimo", *G1 Globo*, 14 juin 2017. g1.globo.com/google/amp/g1.globo.com/politica/noticia/senado-autoriza-uso-de-parte-de-imovel-rural-como-garantia-em-emprestimo.ghtml (en portugais)

9 Pour en savoir plus sur la crise de 2007-2008, voir : Murphy S. et Schiavoni C., « Dix ans après la crise alimentaire mondiale : Relever le défi du droit à l'alimentation », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition,* 2017, pp. 18-30. www.righttofoodandnutrition.org/fr/dix-ans-apres-la-crise-alimentaire-mondiale-relever-le-defi-du-droit-lalimentation

10 Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, *op. cit.,* note 3.

11 SLC contrôle près d'un demi-million d'hectares de terres au Brésil, dont 300 000 sont plantés de soja. En 2015, pour la première fois, l'entreprise a généré plus de revenus de ses achats et de ses ventes de terres agricoles que de ses activités principales historiques dans la culture du soja. Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, *op. cit.*, note 3, p. 38.

12 Pitta et Mendonça, *op. cit.*, note 6, pp. 58-59.

13 Les actifs mondiaux détenus par les régimes de pensions représentent plus de 41 000 milliards d'USD, ce qui fait d'eux les acteurs les plus importants du secteur financier. Ainsi, chacun de leur mouvement engendre d'importantes répercussions. Le fonds de pension américain TIAA a mis en place deux fonds (TIAA-CREF Global Agriculture LLC, ou TCGA, 1 et 2) afin d'acquérir des terres agricoles partout dans le monde. Ces deux fonds ont collecté cinq milliards d'USD auprès de régimes de pensions à travers le monde, y compris le néerlandais ABP, le second fonds de pension de Suède, AP2, et l'allemand Ärzteversorgung Westfalen-Lippe (ÄVWL). Ils ont acheté 300 000 hectares au Brésil, notamment dans le MATOPIBA. Pour en savoir plus, voir : www.thinkingaheadinstitute.org/en/Library/Research-and-Ideas/Global-Pension-Asset-Survey-2018 (en anglais)

14 Li T. M., "What is land? Assembling a resource for global investment", *Transactions of the Institute of British Geographers,* vol. 39, 2014. pp. 589-602.

elles sont présentées sous un angle le plus souvent néocolonial, les qualifiant de « sous-utilisées » ou d'« improductives ». Troisièmement, les technologies de l'information sont essentielles au moment de mettre les terres aux mains des marchés financiers mondiaux.

Dans ce contexte, il est important de distinguer deux aspects majeurs de la numérisation du foncier : d'une part, la collecte de données foncières portant sur des endroits très précis (telles que celles relatives à la qualité du sol, aux rendements de production, à l'accès à l'eau ou à l'évolution des prix du foncier)[15] et, de l'autre, la numérisation des données d'administration foncière, notamment des données cadastrales. Le premier aspect met les informations à disposition des courtiers en finance du monde entier désireux d'exploiter les marchés fonciers, tandis que le second rend (potentiellement) possible les transactions foncières dans la sphère virtuelle. En ce sens, la numérisation du foncier joue un rôle significatif dans la création d'un marché immobilier mondial[16].

Des efforts sont actuellement en cours pour appliquer la technologie de la chaîne de blocs (*blockchain*, en anglais) au foncier. Cette technologie est à l'origine des cryptomonnaies telles que le bitcoin ; elle est généralement décrite comme un grand système de registre ouvert, distribué et décentralisé, où sont enregistrées « de manière vérifiable et permanente » des informations et des transactions entre deux parties[17]. Des expériences pilotes sont actuellement réalisées dans différents pays du monde, dont le Brésil[18]. La chaîne de blocs permet de stocker des données d'administration foncière, mais aussi d'effectuer des transactions grâce aux dénommés « contrats intelligents », qui se réalisent pour une bonne part de manière automatisée et auto-exécutoire. Bien que l'application généralisée de ces technologies au foncier puisse prendre encore un certain temps, la numérisation des données d'administration foncière gagne du terrain ; de fait, dans certains pays, l'automatisation des transactions foncières progresse[19]. Les discussions relatives à l'utilisation de la chaîne de blocs dans l'immobilier et le foncier ont également trait à la possibilité d'avoir une « propriété fractionnée », qui permet à plusieurs acteurs d'acquérir des fractions d'un même terrain. Ceci suppose la division d'une parcelle donnée en « parts conceptuelles », une bonne illustration de la manière dont la numérisation favorise une dématérialisation croissante du foncier.

La numérisation du foncier et notamment l'utilisation de la chaîne de blocs sont encouragées avec la promesse d'une augmentation de la transparence, de l'efficacité, de la sécurité et de la protection contre la fraude et la corruption (particulièrement en raison du caractère décentralisé de la chaîne de blocs). Les discours qui s'y rapportent pointent tout spécialement du doigt l'inefficacité des États et des administrations, laissant ainsi penser que les acteurs privés seront bien plus efficaces au moment de prendre en main l'administration des terres de manière décentralisée et sans l'interférence des autorités publiques[20].

Les implications pour les droits humains et les pistes pour aller de l'avant

Les acteurs qui défendent la numérisation des informations d'administration foncière et le recours à la chaîne de blocs mettent l'accent sur les avantages que présentent ces technologies pour les populations marginalisées, car elles sont censées garantir une plus grande sécurité foncière. Cependant, le problème d'insécurité foncière que subissent les personnes vivant dans la pauvreté réside moins dans la mise à disposition de données foncières précises que dans l'oppression et les iné-

15 La collecte de données (et leur privatisation) dans des clouds virtuels est réalisée sous l'étiquette de la « numérisation » de l'agriculture, pilotée par des transnationales comme John Deere, AGCO et CHN. ETC Group, *Software vs. Hardware vs. Nowhere: Deere & Co. is becoming 'Monsanto in a Box'*, décembre 2016. www.etcgroup.org/content/deere-co-becoming-monsanto-box (en anglais)

16 L'immobilier constitue une cible attractive pour les acteurs financiers, ce qui en fait un secteur où se positionnent les capitaux financiers mondiaux. À titre d'illustration, de nombreux quartiers de grandes villes telles que Londres sont détenus par des fonds d'investissement ou d'autre nature. Les actifs immobiliers mondiaux (y compris les terres agricoles) représentent près de 60 % de la valeur de l'ensemble des actifs mondiaux, et leur valeur est estimée à presque trois fois le PIB mondial. Savills, *Around the World in Dollars and Cents, Savills World Research*, 2016, p. 4. pdf.euro.savills.co.uk/global-research/around-the-world-in-dollars-and-cents-2016.pdf (en anglais). Les terres rurales figurent parmi les options attractives présentées aux investisseurs, compte tenu des perspectives qui se dessinent en termes de « croissance des besoins mondiaux en aliments et en énergie ». Ibid. p. 34.

17 Iansiti M. et Lakhani K. R., "The Truth About Blockchain", *Harvard Business Review*, 2017. hbr.org/2017/01/the-truth-about-blockchain (en anglais)

18 Pour en savoir plus, voir : bravenewcoin.com/news/brazil-pilots-bitcoin-solution-for-real-estate-registration (en anglais). D'autres expériences pilotes sont actuellement menées en Géorgie, Ukraine, Suède, Inde, Australie, à Dubaï, au Honduras, aux États-Unis et au Ghana. Graglia J.M. et Mellon C., «Blockchain and Property in 2018: at the end of the beginning», étude présentée à l'occasion de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le foncier et la pauvreté, 2018. www.conftool.com/landandpoverty2018/index.php/02-11-Graglia-864_paper.pdf?page=downloadPaper&filename=02-11-Graglia-864_paper.pdf&form_id=864&form_version=final (en anglais)

19 Aux Pays-Bas, par exemple, « le marché des biens immobiliers est totalement numérisé » et « environ 45 % de l'ensemble des actes notariés sont traités de manière complètement automatisée, sans aucune interférence humaine ». Vos J., "What Should

We (Not) Do With Land Administration Data? The Risk of Privatization of Land Administration And Blockchain's Code As Law», étude présentée à l'occasion de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le foncier et la pauvreté, 2018. pp. 20-21.

20 En revanche, l'exemple de TIAA illustre un manque de transparence et de reddition de comptes, notamment vis-à-vis de ses propres clients, ce qui contredit l'idée selon laquelle les acteurs privés sont plus efficaces. FIAN International/Rede Social de Justiça e Direitos Humanos/Comissão Pastoral da Terra, op. cit., note 5.

21 Les femmes du peuple autochtone guajajara utilisent des drones dans leur lutte pour protéger leurs territoires. Lazzeri T., «Guerreiras da Floresta enfrentam madeireiros em defesa de terra indígena», Reporter Brasil, 8 mars 2018. http://reporterbrasil.org.br/2018/03/desmatamento-indigena-guerreiras-da-floresta-enfrentam-madeireiros-maranhao/ (en portugais)

22 Pour en savoir plus, voir : www.globalforestwatch.org/ (en anglais)

23 FIAN International, « Le droit humain à la terre », Note de synthèse, 2017. www.fian.org/fileadmin/media/publications_2017/Reports_and_Guidelines/FIAN_Position_paper_on_the_Human_Right_to_Land_fra_071117web.pdf

galités de pouvoir dont elles souffrent. Il convient plutôt de se demander qui a accès à ces technologies, qui les contrôle et à quelles fins. Dans le cas du MATOPIBA, par exemple, les communautés affectées ont essayé de consolider leur lutte contre l'accaparement en enregistrant leurs terres dans le Cadastre environnemental rural (*Cadastro Ambiental Rural*, en portugais), un système partagé en ligne basé sur des données GPS. C'est alors qu'elles ont découvert qu'elles avaient déjà été enregistrées par des entreprises de l'agroindustrie.

Un enjeu émergent consiste donc à savoir comment garantir la reddition de comptes en matière de droits humains dans le contexte général de la numérisation des informations foncières et environnementales. Les nouveaux dispositifs et les nouvelles technologies ne se déploient pas en vase clos, et leur utilisation n'est pas aussi irréprochable et satisfaisante que leur nature technologique semble le suggérer. La terre est en soi un matériau et un bien hautement illiquide/immobilier. En dépit de toutes les évolutions numériques, elle conservera inéluctablement son caractère on ne peut plus physique et local ; ceci signifie que les personnes qui vivent sur des terres et qui en vivent seront affectées par les transactions réalisées sur les marchés mondiaux, quand bien même celles-ci semblent cantonnées à une sphère purement numérique. La violence exercée contre la population locale, comme dans le cas du MATOPIBA, peut, en un sens, être interprétée comme l'expression de la « violence » requise pour transformer la terre en un actif dématérialisé par le biais des technologies de l'information. Par ailleurs, la terre est un bien fortement convoité. La question qui se pose donc aujourd'hui aux utilisateurs de ces technologies (gouvernements compris) est de déterminer s'ils aident les accapareurs de terres à faciliter la lecture des relations foncières non-formelles et/ou à les réécrire, au détriment des communautés rurales marginalisées et opprimées.

Dans un même temps, les communautés rurales et leurs organisations, dans différentes régions du monde, se servent d'outils tels que les images satellites numériques pour défendre leurs territoires et réaliser un meilleur suivi des impacts des activités menées par les accapareurs de terres[21], s'agissant, par exemple, de la destruction des forêts[22]. En tout état de cause, les obstacles entravant l'accès physique et économique à ces technologies demeurent une préoccupation pour les communautés rurales vulnérables, ainsi qu'un défi majeur pour les inciter à œuvrer à la défense de leurs droits fonciers. Par ailleurs, il est fort probable qu'un débat animé ait prochainement lieu sur la question même de savoir si la formalisation des relations foncières grâce à un nouvel apparat numérique joue un rôle actif dans la consolidation de la marchandisation des terres et de la nature. Pour les mouvements sociaux et les organisations de la société civile, il est essentiel de comprendre si et comment les technologies de l'information peuvent devenir un outil au service des luttes des peuples et de la concrétisation des droits des communautés rurales.

Dans ce contexte, la lutte pour un droit humain à la terre demeure indispensable, car ce dernier fait valoir que la terre est d'abord et avant tout un bien commun auquel les communautés et les peuples ont accès, qu'ils contrôlent, gèrent et utilisent sous de multiples formes, afin de vivre une vie digne et en accord avec leur contexte social et culturel. En tant que tel, il reconnaît, protège et garantit un large éventail de systèmes et droits fonciers, et cherche à les démocratiser partout où ils sont discriminatoires. De plus, il conteste les régimes politiques et juridiques, au niveau national et international, qui entendent faire de la terre une marchandise dématérialisée[23].

EN BREF

Comment est-il possible que les centres financiers de New York ou de Stockholm exercent un contrôle sur des terres reculées du Nord-Est du Brésil ? La transformation du foncier en un actif financier mondial suppose non seulement de procéder à de complexes modifications au niveau des politiques et des législations, mais aussi de recourir aux technologies de l'information. Le présent article entend fournir des éclaircissements sur le rôle que jouent les informations foncières numériques dans la dépossession des communautés rurales de leurs terres, lesquelles sont ensuite placées sous le contrôle de lointains acteurs financiers d'envergure internationale. Il s'appuie sur l'évaluation réalisée par ses auteur-e-s des facteurs et des impacts de l'expansion de l'agroindustrie dans le *Cerrado* brésilien, un biome composé de savanes et de forêts situé dans la région du Nord et Nord-Est du pays, connue sous l'acronyme MATOPIBA. L'article aborde les défis posés par les technologies de l'information pour les luttes que mènent les peuples en faveur de leur droit à la terre et au territoire, et conclut en identifiant plusieurs questions devant faire l'objet de recherches plus approfondies.

CONCEPTS-CLÉS

- La financiarisation des terres fait référence à l'influence et au pouvoir croissants des acteurs de la finance mondiale, comme les fonds de pension, les sociétés d'investissement, les gestionnaires de fonds, les institutions financières et les grands riches, sur la terre ; elle se rapporte à qui utilise la terre, à quelles fins et pour quels bénéfices.

- Les technologies de l'information renvoient à l'utilisation d'ordinateurs afin de stocker, extraire, transmettre et manipuler des données, ou des informations, souvent dans le contexte d'activités commerciales ou d'autres types d'entreprises.

- La numérisation est l'intégration des technologies numériques à partir de la conversion d'informations au format numérique.

MOTS-CLÉS

- Financiarisation et numérisation du foncier

04 PROCHAINEMENT DANS VOS ASSIETTES : DES DONNÉES POUR SEULE NOURRITURE !

Trudi Zundel
et Silvia Ribeiro

Trudi Zundel et **Silvia Ribeiro** occupent respectivement les fonctions de coordinatrice de la communication et de directrice pour l'Amérique latine auprès d'ETC Group.

ETC Group s'intéresse aux enjeux socio-économiques et écologiques entourant les nouvelles technologies susceptibles d'avoir un impact sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. L'organisation opère à l'échelon politique mondial et travaille en étroite collaboration avec les organisations de la société civile et les mouvements sociaux partenaires, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

« De profondes mutations sont en cours au niveau des exploitations agricoles industrielles. Les fournisseurs d'intrants et de machines agricoles investissent lourdement dans la dénommée "agriculture de précision", qui consiste à aborder la production agricole sous l'angle de l'extrême mécanisation, rendue possible par la convergence de nouvelles technologies numériques puissantes et du traitement algorithmique des données. Si les regards sont aujourd'hui braqués sur les fusions dans le domaine des intrants, le moment où les entreprises de machines et les plateformes de données présideront aux destinées de l'agriculture industrielle approche à grands pas. »

REMERCIEMENTS |

Merci à Stephen Greenberg (Centre africain pour la biodiversité) et Antonio Onorati (Centro Internazionale Crocevia) pour leur aide à la révision du présent article.

Les autorités de la concurrence de l'UE, des États-Unis et d'autres pays sont en passe de donner leur feu vert à plusieurs méga-fusions de l'agroindustrie pour un montant total dépassant les 250 milliards de dollars[1]. Dans l'édition 2017 de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, Mariam Mayet et Stephen Greenberg mettaient en garde que si les trois méga-fusions alors en cours étaient entérinées, la souveraineté des agricultrices et des agriculteurs et le droit humain à une alimentation adéquate et à la nutrition se verraient menacés[2]. Au moment de la rédaction du présent article (début 2018), il semble bien que ces trois projets seront autorisés et que les trois entités fusionnées (Bayer-Monsanto, Dow-Dupont désormais Corteva, et ChemChina-Syngenta) contrôleront deux tiers des marchés des semences et de l'agrochimie[3], renforçant ainsi le pouvoir de ces entreprises à fixer les prix des intrants et dicter les choix des agricultrices et des agriculteurs.

De profondes mutations sont aussi en cours au niveau des exploitations agricoles industrielles. Les fournisseurs d'intrants et de machines agricoles investissent lourdement dans la dénommée « agriculture de précision », qui consiste à aborder la production agricole sous l'angle de l'extrême mécanisation, rendue possible par la convergence de nouvelles technologies numériques puissantes et du traitement algorithmique des données[4]. Ces avancées technologiques et les batailles auxquelles on assiste autour de la première série de méga-fusions dans le secteur des intrants laissent présager une deuxième vague de consolidation qui portera non seulement sur les semences et les produits chimiques, mais aussi sur les données. Si les re-

1 Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food), *Too Big to Feed: Exploring the Impacts of mega-mergers, consolidation and concentration of power in the agri-food sector*, IPES-Food : Rapport thématique n°3, 2017. www.ipes-food.org/images/Reports/Concentration_FullReport.pdf (en anglais)

2 Mayet M. et Greenberg S., « Les trois méga-fusions de l'agroindustrie : l'arrêt de mort de la souveraineté des agricultrices et des agriculteurs ? », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition,* 2017, pp. 78-87. www.righttofoodandnutrition.org/files/r_t_f_a_n_w_2017_fr_7.pdf

3 IPES-Food, *op. cit.*, note 1.

4 Les avancées dans le domaine du Big Data ont des répercussions sur l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire : dématérialisation de l'information génétique dans la sélection des semences et

gards sont aujourd'hui braqués sur les fusions dans le domaine des intrants, le moment où les entreprises de machines et les plateformes de données présideront aux destinées de l'agriculture industrielle approche à grands pas.

L'agriculture de précision – également connue sous le nom d'agriculture pilotée par les données (*data-driven agriculture*, en anglais) ou d'agriculture numérique – considère la production d'aliments comme un « problème d'optimisation », selon les termes de la Silicon Valley[5]. Les relevés météorologiques, les données relatives à l'humidité du sol et aux ravageurs, ainsi que l'historique des récoltes sont convertis en ensembles de données et analysés par des algorithmes d'apprentissage automatique qui viennent ensuite renseigner des machines agricoles automatisées. Une nouvelle vague de tracteurs autoguidés, de robots agricoles et de drones aériens travaille de pair avec des données satellite, des capteurs et des drones d'exploration, calculant les informations en temps réel à une échelle aussi précise que cinq centimètres carrés[6], et peut ainsi décider où et quand appliquer une semence, un engrais, un fongicide ou un pesticide. L'objectif recherché est l'optimisation des rendements et la génération de données agricoles exclusives. Les brochures sur papier glacé de l'agriculture de précision nous dépeignent l'agriculteur moderne sirotant un café, les yeux rivés non pas sur son champ, mais sur les cartes des sols affichées par son iPad, alors que les robots et les drones font tout le travail sur la ferme.

Aussi inconcevable que cela puisse paraître, l'agroindustrie anticipe cette évolution technologique depuis plusieurs années déjà ; de fait, toutes les grandes entreprises d'intrants investissent lourdement dans les technologies agricoles de précision dépendant de données. Si le rachat de Climate Corporation par Monsanto en 2013 pour un montant avoisinant le milliard de dollars a marqué un tournant, en réalité, Deere & Co. (Deere) et d'autres équipaient leurs tracteurs de GPS de précision et de systèmes informatisés depuis déjà quelque temps. Lorsqu'en septembre 2017, Deere a annoncé son intention de racheter Blue River Technology (une société équipant les tracteurs de caméras et d'ordinateurs faisant appel à l'intelligence artificielle pour balayer les champs à la recherche des mauvaises herbes), la Directrice des investissements de Monsanto Growth Ventures (MGV) spéculait sur son importance : « *Nous pouvons désormais envisager de nous diriger légitimement vers une utopie pas si lointaine, où la technologie «see and spray» (littéralement « voir et pulvériser ») appliquée aux fongicides, aux microbes et, bien sûr, aux combinaisons d'herbicides sélectifs et non sélectifs à des fins de désherbage peut être utilisée pour traiter chaque plante individuellement* »[7].

UNE NOUVELLE VAGUE DE FUSIONS À SON PAROXYSME

La poussée des géants de l'agriculture en faveur de cette nouvelle mécanisation des exploitations signifie qu'une deuxième vague de fusions entre fournisseurs d'intrants et de machines est désormais quasiment certaine. Monsanto est par exemple en train de procéder à un remaniement musclé de sa structure sur le marché des biotechnologies et des semences conventionnelles, afin de se positionner comme spécialiste des données, de la robotique et des technologies. MGV investit dans plusieurs sociétés de l'agriculture numérique, comme Blue River Technology, AgSolver (une firme américaine qui développe des solutions logicielles et analytiques pour la gestion des terres, l'évaluation et la planification des activités), Vital Fields (une société estonienne qui fournit des outils d'analytique destinés aux agriculteurs européens) et HydroBio (une entreprise américaine qui formule des recommandations en matière de prescriptions d'irrigation). En 2015, Bayer a racheté la canadienne Zo-

du bétail, produits de l'agrochimie et engrais, convergence des capteurs, de la robotique et des données météorologiques et relatives au marché dans le domaine des machines agricoles, et apparition des informations sur le marché reposant sur le Big Data dans le secteur du commerce des produits de base, du transport et de la vente au détail. Cependant, le présent article se limitera au secteur des machines agricoles.

5 Thomas J., «How corporate giants are automating the farm», *New Internationalist*, 1er novembre 2017. newint.org/features/2017/11/01/agriculture-robots (en anglais)

6 McCabe MF, Houborg R. et Lucieer A., «High-resolution sensing for precision agriculture: from Earth-observing satellites to unmanned aerial vehicles», *Remote Sensing for Agriculture, Ecosystems and Hydrology XVIII*, 2016. repository.kaust.edu.sa/kaust/bitstream/10754/622870/1/999811.pdf (en anglais)

7 Stead K., «Blue River Technology's Journey to Acquisition», LinkedIn Blogpost, 8 septembre 2017. www.linkedin.com/pulse/blue-river-technologys-journey-acquisition-kiersten-stead/ (en anglais)

ner, spécialisée dans l'analyse d'images et de données satellite et aériennes relatives au rendement et à la conductivité électrique du sol et qui fournit des informations météorologiques de terrain en temps réel[8]. En 2016, elle a également fait l'acquisition de l'allemand proPlant, qui propose un système de diagnostic phytosanitaire, et s'est associée à Planetary Resources, experte dans les technologies de capteurs hyperspectraux détectant, à partir de données satellite, l'humidité contenue dans le sol et sa température[9]. Selon les rapports de l'industrie, la filiale de Monsanto spécialisée dans l'agriculture numérique, Climate Corporation, a confirmé l'intérêt de Bayer d'acquérir Monsanto dans le cadre de cette série de fusions[10]. Depuis la signature de l'accord de fusion entre Bayer et Monsanto, Climate Corporation a procédé à des achats massifs de start-up dédiées à l'agriculture de précision et spécialisées dans les technologies analytiques agricoles, l'analyse des sols, les systèmes d'information GPS appliqués aux équipements et machines ainsi que l'analyse des données pour l'irrigation.

Par ailleurs, les constructeurs de machines agricoles détiennent déjà les engins et le matériel informatique pour répandre semences, pesticides, engrais et eau, et prendre en charge la récolte. Plus que ceux des intrants, ce sont bel et bien ces géants qui possèdent les moyens financiers pour s'emparer de « l'agriculture numérique ». Le marché mondial de l'équipement agricole représenterait environ 114 milliards de dollars (contre 40,5 et 56,1 milliards, respectivement, pour ceux des semences et de l'agrochimie[11]), les trois plus grands acteurs du secteur (l›américain Deere, le néerlandais CNH Industrial et le japonais Kubota) étant à l'origine d'environ la moitié des ventes totales en 2014[12]. À l'instar de leurs homologues du secteur des intrants, ces entreprises investissent depuis des années dans les données cruciales du Big Data, comme les informations météorologiques et relatives au marché, qu'elles associent à la précision des données et capteurs de terrain concernant l'ensemencement et la récolte[13]. Elles achètent également des start-up du secteur de l'agriculture de précision et forment des coentreprises avec les principaux fournisseurs d'intrants. Ainsi, Deere s'est associée à Syngenta (en 2007) sur le système d'application de l'insecticide *Force CS*, avec DuPont-Pioneer (en 2013) pour connecter le logiciel d'agronomie de précision développé par Pioneer à ses solutions informatiques, ainsi qu'à Dow Agrosciences (en 2013) et BASF (en 2013) sur le partage de données, ou encore à Bayer CropScience (en 2014) pour la mise au point d'outils numériques. CNH Industrial et AGCO (autre constructeur de machines agricoles) ont également formé des coentreprises autour de l'agriculture de précision avec six mastodontes du secteur[14]. En 2015, Deere a en particulier déclaré entendre racheter Precision Planting LLC (un équipementier spécialiste de l'agriculture de précision détenu par Monsanto) et avoir signé un deuxième accord avec Climate Corporate (appartenant aussi à cette dernière) pour connecter certains de ses équipements à la plateforme *Climate Fieldview* de Monsanto grâce à la technologie sans fil[15]. En 2017, le gouvernement brésilien et le département américain de la Justice ont bloqué le rachat de Precision Planting LLC par Deere, au motif que l'opération reviendrait à octroyer à cette dernière un monopole sur la technologie agricole de précision[16]. En juillet 2017, AGCO a fait part de son intention d'acquérir Precision Planting LLC[17], tandis que Deere a lancé une offre sur Blue River, une autre filiale de Monsanto proposant le même type de technologies.

Le secteur des machines agricoles jouit du poids financier et détient les données météorologiques et de marché exclusives lui permettant de jeter son dévolu sur les sociétés d'intrants récemment fusionnées. Quelle que soit l'issue, si la deuxiè-

8 Pour en savoir plus, voir : zoner.bayer.com (en anglais)

9 Burwood-Tayler L., "Bayer Adds to Digital Farming Business with Planetary Resources Partnership as Startup Raises $21m Series A", *AgFunder News*, 2 juin 2016. agfundernews.com/bayer-adds-to-digital-farming-business-with-planetary-resources-partnership-as-startup-raises-21m-series-a5941.html (en anglais)

10 Cowan E., «The Race to Consolidation: Why Bayer is Backing the GMO Horse», *AgFunder News*, 2 juin 2016. agfundernews.com/the-race-to-consolidation-why-bayer-is-backing-the-gmo-horse5929.html (en anglais)

11 IPES-Food, *op. cit.*, note 1.

12 ETC Group, «Breaking Bad: Big Ag Mega-Mergers in Play Dow + Dupont in the Pocket? Next: Demonsanto?», *Communiqué n°115*, décembre 2015. www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc_breakbad_23dec15.pdf (en anglais)

13 PES-Food, *op. cit.*, note 1.

14 Pour en savoir plus sur ces coentreprises, voir : ETC Group, *Software vs. Hardware vs. Nowhere: Deere & Co. is becoming 'Monsanto in a Box'*, décembre 2016. www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/software_vs._hardware_vs._nowhere_-_briefing_dec_2016.pdf (en anglais)

15 Monsanto, *New Agriculture Breakthroughs Poised to Support Farmers, Support Demands of a Growing Population*, 2016. monsanto.com/news-releases/new-agriculture-breakthroughs-poised-to-support-farmers-support-demands-of-a-growing-population (en anglais)

16 Plume K., «Monsanto scraps deals to sell Precision Planting to Deere», *Reuters*, 1er mai 2017. www.reuters.com/article/us-monsanto-m-a-deere-idUSKBN17X2FZ (en anglais)

17 Monsanto, «AGCO to Acquire Precision Planting from The Climate Corporation», *Communiqué de presse de Monsanto*, 26 juillet 2017. climate.com/newsroom/agco-to-acquire-precision-planting-from-the-climate-corporation/76 (en anglais)

me succession de fusions se concrétise, les entités qui en résulteront disposeront d'un contrôle oligopolistique sur la première moitié de la chaîne industrielle de production alimentaire et empocheront près de 500 milliards de dollars en ventes annuelles d'intrants.

QUEL IMPACT SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION ?

Le droit à l'alimentation et à la nutrition, et les luttes en faveur de la souveraineté alimentaire risquent fort d'avoir beaucoup à perdre dans un monde dominé par les méga-fusions. Les principaux impacts à prévoir sont les suivants :

La réduction des choix qui s'offrent aux agricultrices et agriculteurs : Comme l'ont fait observer des experts du secteur, « *la capacité de Deere à rendre les personnes pratiquant l'agriculture dépendantes de l'usage et, de plus en plus, de la maintenance de ses équipements spécialisés est à mettre en rapport avec le système de Monsanto qui consiste à enfermer les agriculteurs dans le cercle vicieux de ses herbicides et de ses semences* »[18]. Le fait de concéder un pouvoir encore plus grand à Deere et à Monsanto revient à tourner franchement le dos à la souveraineté alimentaire, en réduisant les choix qui s'offrent aux agricultrices et aux agriculteurs et en augmentant le prix de vente des intrants, limitant ainsi leur capacité à réparer ou assurer la maintenance de leur propre machinerie.

L'agriculture industrielle s'immisce dans les terres « marginales » : Pour l'heure, l'agriculture de précision cible les grands agriculteurs du Nord. Mais les femmes et les hommes pratiquant l'agriculture à petite échelle dans les pays du Sud sont aussi dans le viseur. La précision et la capacité d'adaptation de ces nouveaux outils pourraient permettre aux monocultures industrielles de se développer sur les dénommées terres « marginales », sur lesquelles les familles engagées dans l'agriculture paysanne (à la tête desquelles l'on retrouve souvent des femmes) produisent 70 % des aliments qui nourrissent le monde[19]. La Fondation Bill et Melinda Gates, par exemple, explore activement le potentiel offert par l'agriculture de précision pour mécaniser les petites exploitations et y introduire des modèles agricoles reposant sur le Big Data. Si l'histoire se répète, les technologies de l'agriculture de précision, aux mains de l'agroindustrie, pourraient bien servir l'accaparement des terres. Comme l'écrit Jim Thomas : « *Si un drone peut cartographier une terre, si un robot peut la travailler, pourquoi une grande entreprise agricole ne pourrait-elle pas alors expulser des paysannes et des paysans de leurs terres, s'emparer de leurs sols et y installer des robots agricoles, étendant ainsi massivement l'accaparement mondial des terres à la faveur d'une précision centimétrique fondée sur des données ?* »[20]

Une agriculture déshumanisée : La notion d'agriculture de précision est implicitement associée à des exploitations où les agricultrices et les agriculteurs ont disparu, gérées par le biais d'applications pouvant même éviter à leurs opérateurs d'avoir à se trouver sur place. Dans cette équation, les personnes qui risquent fort de sortir perdantes sont les 50 millions de travailleuses et travailleurs agricoles embauché-e-s par l'agriculture industrielle, dont les emplois sont en péril[21], ainsi que les personnes pratiquant l'agriculture à petite échelle[22].

La dégénérescence du bio ? Le discours entourant l'agriculture de précision a également soulevé de nouveaux débats et exacerbé les divisions au sein du mouvement engagé sur les questions d'alimentation. Les tenants de l'agriculture de précision prétendent qu'elle permettra de réduire de manière drastique l'utilisation de pro-

18 Little A., «This Army of AI Robots Will Feed the World», *Bloomberg Businessweek*, 11 janvier 2018. www.bloomberg.com/news/features/2018-01-11/this-army-of-ai-robots-will-feed-the-world (en anglais)

19 ETC Group, *Who will feed us? The Peasant Food Web vs. The Industrial Food Chain*, 2017. www.etcgroup.org/whowillfeedus (en anglais)

20 Thomas J., *op. cit.*, note 5

21 ETC Group, *op. cit.*, note 19

22 Pimbert M., *Towards Food Sovereignty: Reclaiming autonomous food systems*, Gatekeeper series, n° 141, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), 2009.

duits chimiques dans l'agriculture industrielle, car ces derniers seront appliqués de façon ciblée en quantités inférieures – satisfaisant peut-être même aux critères de l'agriculture biologique. Les entreprises développant des gammes de produits biologiques explorent déjà la possibilité de déployer des robots pour remplacer la main-d'œuvre agricole chargée de la cueillette et du désherbage dans les champs, affirmant que ceci abaissera le coût de l'agriculture « durable », comme c'est le cas pour les fruits rouges proposés par Driscoll's. Et les systèmes d'agriculture de précision peuvent théoriquement être mis en place pour satisfaire à peu près à toutes les normes techniques applicables aux produits biologiques sans pour autant améliorer profondément la santé du sol et renforcer la résilience au changement climatique.

Soutenir et renforcer les mouvements œuvrant en faveur de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie

Ce n'est pas en intensifiant et renforçant les pratiques alimentaires industrielles que nous concrétiserons le droit à l'alimentation et à la nutrition. Il n'a jamais été plus urgent de proclamer que les communautés paysannes, à la tête desquelles les femmes, sont la pierre angulaire du combat contre la faim et la malnutrition, et de la lutte pour garantir le droit à l'alimentation. Il est de notre devoir de réaffirmer notre mobilisation en faveur de la souveraineté alimentaire : nous nous engageons, pour cela, à soutenir et renforcer les mouvements sociaux des zones rurales qui exigent la réforme agraire et revendiquent le droit sur les territoires, à restaurer le droit des agricultrices et des agriculteurs à conserver, planter, échanger et vendre leurs semences et leurs animaux, à supprimer les règlementations qui entravent le fonctionnement des marchés locaux, à réorienter la recherche publique et le développement en faveur du bien public, par opposition aux intérêts privés, à combattre l'iniquité des politiques commerciales et, enfin, à établir et garantir des salaires et des conditions de travail justes pour les travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation. Tous ces engagements sont directement menacés par le déploiement de l'agriculture de précision et la consolidation du pouvoir dont elle s'accompagne.

À l'échelle internationale et nationale, la société civile doit se battre contre ces fusions et exiger des gouvernements qu'ils démantèlent le pouvoir de l'agroindustrie – une action qui exigera une volonté politique et des outils efficaces. Au niveau mondial, les groupes de la société civile et une poignée de gouvernements du Sud plaident en faveur d'un traité des Nations-Unies sur la concurrence, afin de placer les entreprises sous contrôle et d'inclure les dimensions environnementales et socio-économiques aux évaluations[23]. Le Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable (Forum STI) nouvellement constitué par l'ONU et son Mécanisme de facilitation des technologies ont débattu de la nécessité que l'ONU se penche sur la question de la concentration des entreprises et du monopole des technologies. Pendant ce temps, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations-Unies, à Rome, a fait en sorte de traiter en urgence, en 2016 et 2017, la question des fusions dans le secteur des semences et des pesticides ; il fera face à une demande encore plus grande pour s'en saisir en 2018. Alors que la société civile tire les enseignements de cette escalade vers l'intégration, il est grand temps de construire le mouvement qui stoppera cette kyrielle de fusions guidée par les données.

23 ETC Group, "Europe bows to Bayer-Monsanto… US may follow", *Communiqué de presse*, 20 mars 2018. www.etcgroup.org/content/news-release-four-farm-europe-and-us-regulators-may-bow-bayer-monsanto-and-basf (en anglais)

EN BREF

Alors que s'achève la série de méga-fusions « infernales » qui ébranle la filière des intrants depuis 2015 (au moment de la rédaction du présent article, la fusion entre Bayer et Monsanto a toutes les chances d'être autorisée par les États-Unis), les avancées réalisées dans l'« agriculture de précision », le domaine du Big Data, la robotique et la télédétection vont probablement être le vecteur d'une nouvelle succession de méga-fusions, cette fois-ci entre des entreprises d'intrants et de machines agricoles. Cet article montre comment ces compagnies achètent des start-up et forment des coentreprises en vue de partager leurs données, leurs logiciels et leur matériel informatique. Si la deuxième vague de fusions se concrétise, les quelques entités qui en résulteront disposeront d'un contrôle oligopolistique sur la première moitié de la chaîne industrielle de production alimentaire et empocheront près de 500 milliards de dollars en ventes annuelles d'intrants. Ceci réduira les choix qui s'offrent aux agricultrices et aux agriculteurs et augmentera le prix des intrants. De plus, l'agriculture industrielle aura à sa disposition les outils et la capacité pour opérer sur des terres marginales où vivent de nombreuses personnes pratiquant l'agriculture paysanne et familiale, menacera des millions de travailleurs et petits producteurs, femmes et hommes, tout en ayant la possibilité de réaliser son projet d'agriculture « sans humains ». La conséquence sera aussi un brouillage des frontières de l'agriculture « durable », permettant aux agriculteurs industriels de satisfaire plus facilement aux normes applicables aux produits biologiques sans avoir à améliorer la santé des sols ou à renforcer la résilience. Pour protéger le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition, nous devons réaffirmer notre engagement vis-à-vis de l'agroécologie paysanne et de la souveraineté alimentaire, et plaider en faveur d'un traité des Nations Unies sur la concurrence qui habiliterait les gouvernements à exercer un contrôle sur les entreprises.

CONCEPTS-CLÉS

→ Les grandes entreprises agricoles s'acheminent vers une agriculture de précision reposant sur le Big Data – qui consiste à aborder la ferme sous l'angle d'une mécanisation et d'une automatisation extrêmes ;

→ Suite à la première vague de méga-fusions, quatre entreprises contrôlent 60 % du marché des produits agrochimiques ; il est probable qu'on assiste à une autre série de fusions entre compagnies de l'agrochimie et de machines agricoles ;

→ Si la nouvelle vague de fusions se concrétise, les entités ainsi créées disposeront d'un contrôle oligopolistique sur un secteur des intrants représentant près de 500 milliards de dollars de ventes annuelles ;

→ Il est essentiel que nous réaffirmions notre engagement en faveur de la souveraineté alimentaire et que nous fassions pression pour un traité des Nations Unies sur la concurrence, qui permettrait de réaliser une évaluation des fusions d'entreprises selon des critères environnementaux et socio-économiques

MOTS-CLÉS

→ Agriculture de précision
→ Méga-fusions
→ Consolidation
→ Souveraineté alimentaire
→ Gouvernance des entreprises

05

LA FACE CHANGEANTE DE LA VENTE AU DÉTAIL DE DENRÉES ALIMENTAIRES EN INDE

Shalmali Guttal

Shalmali Guttal est la directrice exécutive de Focus on the Global South. Elle a exercé en Inde, aux États-Unis et en Asie du Sud-Est continentale. Membre du secteur des ONG du Mécanisme de la société civile auprès du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, elle apporte à ce titre son soutien à plusieurs groupes de travail.

Focus on the Global South (Focus) (Focus) a été établie en 1995 dans l'optique de remettre en question le néolibéralisme, le militarisme et la mondialisation impulsée par les entreprises, tout en consolidant des alternatives justes et équitables. Focus est convaincue que le changement social progressiste et la solidarité envers les pays du Sud constituent une condition sine qua non à la satisfaction des besoins des personnes opprimées, notamment en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

« Il existe à ce jour peu de preuves fiables étayant les affirmations selon lesquelles la grande distribution améliorera la sécurité alimentaire et l'emploi. Les expériences au niveau mondial montrent que les supermarchés tendent à restructurer la production et les marchés alimentaires pour répondre aux besoins des chaînes de valeur mondiales et des marchés internationaux en plein essor. En Inde, cette restructuration portera atteinte aux marchés territoriaux, essentiels à la survie et au bien-être de la majorité de la population, notamment des femmes. »

REMERCIEMENTS |

Merci à Emily Mattheisen (FIAN International) et Nora McKeon (Collège universitaire international de Turin, Université de Rome III et Terra Nuova) pour leur aide à la révision du présent article.

La nourriture constitue le premier poste de consommation en Inde, la vente d'aliments et de produits d'épicerie représentant entre 60 et 65 % du total des ventes au détail. Le marché indien de la vente d'aliments au détail est le sixième au monde et devrait continuer à croître pour atteindre les 61 000 milliards de roupies indiennes (918 milliards d'USD) d'ici 2020. Dans un contexte caractérisé par une urbanisation croissante, l'expansion d'un secteur privé dominé par les entreprises, l'augmentation du nombre de professionnels aux modes de vie changeants, et la poussée du gouvernement national en faveur de la numérisation, le pays représente un marché convoité par la grande distribution, aussi bien nationale qu'étrangère.

Plus de 85 % de la valeur actuelle des ventes d'aliments au détail en Inde provient de petits commerces de proximité[1]. La plupart des consommatrices et des consommateurs des zones urbaines – des petites localités aux grandes villes – tendent à acheter leur nourriture auprès des petits commerces familiaux de quartier (les *kiranas*), des coopératives, des échoppes de fruits/légumes/viande/volaille/poisson, des marchés de gros proposant des produits horticoles frais et des vendeurs de fruits et légumes poussant des charrettes à bras. En dépit de leurs incursions significatives dans de nombreuses villes et grandes localités, les supermarchés continuent d'être confrontés à la concurrence des formes plus conventionnelles et locales de vente au détail, lesquelles proposent des aliments frais, de saison et adaptés aux différentes cultures du pays, un service personnalisé, une livraison rapide à domicile ainsi que la possibilité d'acheter à crédit (pour un mois, voire plus). La plupart des

1 KPMG, *India's Food Service Industry: Growth Recipe*, FICCI : 2016, p. 3. assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/in/pdf/2016/11/Indias-food-service.pdf (en anglais)

clientes et des clients de la classe moyenne se procurent leurs fruits, leurs légumes, leurs produits laitiers, leur viande et leur poisson en petite quantité chaque jour, ou tous les deux-trois jours. Les familles les plus pauvres, quant à elles, sont tributaires des aliments de base subventionnés relevant du Système public de distribution (*Public Distribution System* ou PDS en anglais) et d'autres aliments proposés par les colporteurs. En s'approvisionnant à l'épicerie du coin, les clients peuvent acheter en quantités abordables, juger de la qualité de leurs propres yeux et commander des aliments spécifiques. Sans compter que c'est pour eux l'occasion de sortir, de tisser des relations sociales et de s'informer des dernières nouvelles du voisinage.

La situation est tout autre dans les zones rurales. Près de 70 % des ménages ruraux indiens dépendent avant tout de l'agriculture pour leur survie. La population satisfait ses besoins alimentaires quotidiens en conjuguant production, cueillette et achat. Elle se procure les denrées qu'elle consomme via l'achat direct auprès de productrices et producteurs, sur des marchés programmés à échéances fixes (par exemple une ou deux fois par semaine), dans des coopératives soutenues par l'État et sur les marchés de gros des petites villes. Le pouvoir d'achat est fonction des conditions météorologiques et des récoltes, de l'endettement des familles, de la situation en termes d'emploi, de l'accès aux ressources productives (terres, eau, semences, bétail, carburant, etc.) et des services essentiels (santé, eau potable, transport, électricité, etc.).

La valeur et l'importance de ces points de vente sont mises en avant dans le concept de « marchés territoriaux », développé par les mouvements sociaux et la société civile lors d'un processus politique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) consacré à la mise en relation des petits exploitants aux marchés[2]. Les marchés territoriaux sont ceux à travers lesquels sont échangés la plupart des aliments consommés dans le monde : ils sont très divers, garantissent la flexibilité dont ont besoin les petites productrices et les petits producteurs, leur organisation et gestion varient en termes d'échelle et de formalité, et ils sont essentiels pour satisfaire les demandes en aliments des zones rurales, périurbaines et urbaines. Ils font intervenir plusieurs petits acteurs, tels que des producteurs, des transformateurs, des transporteurs et des négociants, et offrent des espaces où les femmes participent activement, peuvent exercer une certaine autorité et acquièrent des compétences et des connaissances nouvelles[3].

L'expansion de la grande distribution aura vraisemblablement des conséquences sur ces marchés territoriaux déterminants et soulève plusieurs questions : quel sera son impact sur les millions de petits producteurs d'aliments, travailleurs et vendeurs de rue, femmes et hommes, et sur leur accès aux ressources productives ? Quelle influence aura-t-elle sur les cultures alimentaires, la disponibilité des aliments locaux et la production vivrière ? Quels seront ses impacts en termes de santé publique, de sécurité alimentaire et de nutrition ?

LA FAMINE DANS L'ABONDANCE

L'Inde est l'un des premiers producteurs de denrées alimentaires de la planète et a le potentiel de parvenir à la sécurité alimentaire grâce à sa production nationale[4]. Pourtant, le pays compte le plus grand nombre de personnes dénutries au monde : 190,7 millions de personnes (14,5 % de la population) ne mangent pas à leur faim chaque jour ; environ 48 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard

2 Pour en savoir plus, voir : Goita M., McKeon N. et Sall N., « Encadré 4.1 Marchés populaires ou systèmes d'approvisionnement contrôlés par les entreprises ? Un enjeu de taille dans les négociations au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2016, pp. 44-46. www.righttofoodandnutrition.org/files/watch_2016_article_4_french_systemes_alimentaires_territoriaux.pdf

3 Pour une analyse complète du concept de marchés territoriaux, voir : MSC, « L'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés, un guide analytique », 2016. www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2016/10/Franc%CC%A7ais-CONNECTING-SMALLHOLDERS-TO-MARKETS.pdf

4 Pour en savoir plus, voir : www.fao.org/india/fao-in-india/india-at-a-glance/en/ (en anglais)

5 *Ibid.*

de croissance, 20 % d'émaciation et 43 % d'insuffisance pondérale ; et environ 55 % des femmes et 24 % des hommes sont anémiques[5]. Bien qu'elle se hisse au rang de troisième économie au monde, l'Inde obtient une révoltante 100e place au classement 2017 de l'Indice de la faim dans le monde, sur 119 pays en développement recensés[6]. La faim est plus répandue dans les zones où la population dépend de l'agriculture de subsistance et de la cueillette, parmi les personnes indigentes des villes, et dans les zones de conflit et de guerre.

Les filles et les femmes sont confrontées à une discrimination socioculturelle solidement enracinée, qui se manifeste par un accès inégal à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation, au travail rémunéré et aux ressources. Les politiques visant à lutter contre la faim tendent à accuser un parti pris lié au sexe, à être axées sur les enfants – en passant sous silence les mères et les pourvoyeuses de soins au sein des ménages – et ferment les yeux sur les préférences bien établies au sein de familles en faveur des garçons, au détriment des filles. Dans les familles pauvres, les femmes sont souvent les dernières à manger, après avoir accompli de longues heures de travail et nourri leur famille.

Parmi les raisons de cette situation affligeante figurent l'absence de volonté politique, le dysfonctionnement de la bureaucratie, les infrastructures inadéquates, les pertes après récolte et les déchets alimentaires, ainsi que les coriaces préjugés socioculturels[7]. Les mauvaises conditions de stockage et de distribution entraînent une perte de près de 40 % de la production de fruits et légumes et de 20 % des céréales. Selon certaines estimations, la valeur des pertes vivrières suffirait à alimenter plus de 500 millions de personnes[8].

En 2013, au terme d'un procès d'intérêt public et de plusieurs années de campagnes menées par les femmes et les hommes défendant les droits et la justice, le Parlement indien a adopté la Loi nationale sur la sécurité alimentaire *(National Food Security Act)*[9]. Cette loi contient plusieurs droits visant à garantir la sécurité alimentaire et à concrétiser le droit humain à l'alimentation et à la nutrition, consacré dans la Constitution indienne. Cependant, elle a été fortement critiquée à plusieurs titres : sa portée et sa vision limitées, son accent ciblant davantage la distribution de céréales dans le cadre du Système public de distribution que les droits de la population ou la prévention de la malnutrition et de l'inanition, ses carences en termes de prestations de maternité, l'octroi de pouvoirs très étendus au gouvernement pour modifier des droits, et la restriction de la reddition de comptes de la part de ce dernier[10].

Depuis la libéralisation qu'a connue l'économie du pays au début des années 90, les inégalités économiques n'ont fait qu'augmenter progressivement, alors que les terres, la nature, les conditions de travail et le bien-être de la population sont devenus les cibles de l'agressivité de l'exploitation capitaliste. Tous les gouvernements s'étant succédés au pouvoir ont adopté des politiques économiques néolibérales et se sont lancés dans le développement d'infrastructures importantes et des technologies de l'information, notamment sous le couvert de la modernisation, de la réduction de la pauvreté et du combat contre la faim. En 2015, le gouvernement national a lancé *Digital India*, un programme qui prétendait développer le « pouvoir d'agir » numérique des Indiens et des Indiennes en étendant la connectivité Internet aux zones rurales, en mettant en place une infrastructure numérique pour

6 IFPRI, *Global hunger index: the inequalities of hunger*, 2017. www.ifpri.org/publication/2017-global-hunger-index-inequalities-hunger (en anglais)

7 Singh J., "India is self-sufficient, but millions go hungry", *The Pioneer*, 3 octobre 2016. www.dailypioneer.com/columnists/edit/india-is-self-sufficient-but-millions-go-hungry.html (en anglais)

8 Bas P., "Reducing Food Loss and Waste in India", *India Food Security Portal*, 4 mai 2016. india.foodsecurityportal.org/regional-sub-portal-blog-entry/india/725/food-access (en anglais)

9 L'intégralité du texte de loi est disponible à l'adresse : www.egazette.nic.in/WriteReadData/2013/E_29_2013_429.pdf (en anglais)

10 Pour en savoir plus, voir : www.righttofoodcampaign.in/site/bodhirights/food-act/campaign-material-1 (en anglais)

les opérations bancaires, les transactions financières, l'archivage public, la fourniture de services gouvernementaux (e-gouvernance), les services de stockage des données, le marketing, etc., et en augmentant l'offre d'emplois spécialisés dans les technologies de l'information.

Deux récentes initiatives du gouvernement indien en matière de numérisation, cependant, se sont avérées nuisibles aux efforts visant à enrayer la pauvreté et la faim : le programme *Aadhaar* et la démonétisation. En 2016, le Parlement indien a adopté la Loi Aadhaar (*Aadhaar Act*)[11], qui visait à garantir un versement efficace, transparent et ciblé des prestations et des services en assignant aux personnes résidant en Inde des identifiants uniques. Le gouvernement exige que les numéros *Aadhaar* des individus soient reliés à leurs pièces d'identité officielles précédentes, pour leur permettre d'accéder à ses services et programmes. Cette mesure s'est avérée désastreuse pour des centaines de milliers de personnes vivant dans les zones rurales, qui se sont vues privées, malgré leur reconnaissance sur le plan juridique, de leur droit au travail, des subventions aux combustibles et des aides alimentaires, et sont même parfois mortes de faim[12].

En novembre 2016, le gouvernement a retiré de la circulation les coupures de 500 et 1 000 roupies (qui représentaient 86 % de la valeur fiduciaire du pays) dans le but supposé d'éliminer les sommes d'argent liquide non déclaré (l'argent « noir ») et de numériser l'économie en imposant le passage aux paiements électroniques. Cette mesure est entrée en vigueur sans que la population n'ait été dûment avisée et en l'absence de dispositions adéquates pour échanger les billets démonétisés avec d'autres coupures. En l'espace de quelques jours, les salariés journaliers, les agriculteurs, les familles pauvres, les petits négociants et les entrepreneurs, femmes et hommes, ont vu la plupart de leurs économies s'envoler. Le secteur du bâtiment, l'agriculture, les petites entreprises et les services de santé s'immobilisèrent : aucun argent n'était disponible pour payer la main-d'œuvre, acheter les semences à planter ou le carburant pour transporter les produits, payer les frais médicaux, fournir un repas de midi aux enfants pauvres, etc. L'endettement des familles pauvres se creusa et les suicides dans l'agriculture connurent une hausse spectaculaire. La démonétisation précipita une crise économique dont l'ensemble des répercussions sur la population et l'économie reste encore à évaluer. Très peu d'argent noir fut récupéré et, tout juste un an après, le recours aux espèces avait quasiment regagné les niveaux d'avant-crise, indiquant que la numérisation de l'économie s'était avérée un exercice extrêmement préjudiciable[13].

L'ALIMENTATION DE LA POPULATION COMME SOURCE DE PROFITS

Il y a encore cinq ans environ, le commerce au détail dans le pays était dominé par des sociétés indiennes, dont certaines se sont mises à vendre en ligne avec différents degrés de réussite. Cette situation est en train de changer progressivement, le gouvernement indien ayant ouvert le secteur de la vente au détail aux investissements étrangers directs (IED) dans l'espoir d'attirer les capitaux étrangers, mais aussi de rassurer les chefs d'entreprise indiens, considérés comme un électorat important.

En juin 2016, le gouvernement a autorisé 100 % d'IED dans le domaine de la vente au détail de denrées alimentaires (tant au niveau des points de vente « physiques » que du e-commerce), sous réserve que toutes les marchandises vendues aient été produites, transformées et fabriquées en Inde. Ses partisans prétendaient que l'IED dans ce secteur permettrait de réduire les déchets alimentaires, encouragerait la

11 Loi Aadhaar (relative au versement ciblé d'allocations et d'autres subventions, prestations et services), 2016. uidai.gov.in/images/the_aadhaar_act_2016.pdf (en anglais)

12 Pachisia S., "No Aadhaar, no food rations: 11 stories that show the Jharkhand child death was no aberration", *Scroll.in*, 20 octobre 2017. scroll.in/article/854587/no-aadhaar-no-food-ration-11-stories-that-show-the-jharkhand-child-death-was-not-an-aberration (en anglais) ; et Johari A., "Yet another Aadhaar-linked death? Denied rations for 4 months, Jharkhand woman dies of hunger", *Scroll.in*, 3 février 2018. scroll.in/article/867352/yet-another-aadhaar-linked-death-jharkhand-woman-dies-of-hunger-after-denial-of-rations (en anglais)

13 Ghosh J., «De-digitisation of India», *Frontline*, 27 octobre 2017. www.frontline.in/columns/Jayati_Ghosh/dedigitisation-of-india/article9892253.ece (en anglais)

diversification agricole, renforcerait l'industrie alimentaire nationale, consoliderait les chaînes d'approvisionnement alimentaire et les marchés favorables aux personnes pratiquant l'agriculture/la pêche, stimulerait l'entreprenariat, créerait des emplois, éliminerait les intermédiaires et les coûts de transaction associés (ce qui bénéficierait tant aux producteurs qu'aux consommateurs) et garantirait la sécurité alimentaire. À ce jour, cependant, rares sont les preuves étayant ces affirmations.

En juillet 2017, Amazon a été autorisée à investir près de 500 millions de dollars pour développer une société de vente au détail de denrées alimentaires à travers une nouvelle entité, Amazon Retail (aujourd'hui numéro un en Inde). Amazon était déjà fortement présente dans le pays avec Amazon Pantry[14]. Amazon Retail peut acheter et vendre directement des produits d'épicerie, y compris des aliments, constituer ses propres stocks et contrôler la chaîne d'approvisionnement. Amazon se prépare à mettre la main sur une part importante du marché indien de l'alimentation, aussi bien par le biais de points de vente physiques que de la vente en ligne. Elle négocie également une possible alliance avec Future Group, l'un des plus grands distributeurs du pays, qui contrôle près d'un tiers du marché national de l'alimentation[15].

Amazon est confrontée à la concurrence des grandes enseignes indiennes, qui utilisent les investissements nationaux et étrangers en capitaux pour consolider leur présence dans le secteur de la vente en ligne de denrées alimentaires, parmi lesquels Flipkart, Grofers et surtout BigBasket. Fondée en 2011 et présente dans 26 villes, BigBasket est considérée comme une entreprise pionnière et leader dans le domaine de la vente en ligne de denrées alimentaires[16]. Elle dispose de ses propres chaînes d'approvisionnement, exploite ses propres entrepôts et propose une large gamme d'aliments et de boissons. Elle a pour objectif de développer la plus grande chaîne de vente au détail d'Inde dans le secteur de l'alimentation (points de vente physiques et en ligne) et adapte ses opérations pour répondre aux besoins des consommatrices et des consommateurs, ainsi que des petits magasins de quartier. BigBasket a récemment obtenu un financement d'environ 300 millions de dollars de son principal actionnaire, le groupe AliBaba[17]. Alibaba est un conglomérat Internet chinois, qui détient des investissements dans les plates-formes de vente au détail en ligne de premier plan, telles que Paytm (une plate-forme de portefeuille numérique) et PaytmMall (un site de marché en ligne), et qui se pose en concurrent d'Amazon sur le plan international. Ce nouveau financement renforcera la capacité de BigBasket à rivaliser avec Amazon et les autres distributeurs en ligne.

Les injections massives de capitaux d'investissement dans le secteur indien des magasins d'alimentation ont ouvert la voie à l'expansion de la grande distribution dans les points de vente physiques et en ligne. Pour garantir leur compétitivité, ces acteurs chercheront à exercer une plus grande emprise sur l'offre et une plus grande influence sur les préférences et les comportements des consommatrices et des consommateurs. Contrôler les chaînes d'approvisionnement, c'est contrôler les terres, l'eau, les variétés végétales et animales, la main-d'œuvre, les matières premières, l'énergie et le transport pour la production, la transformation, le stockage, la réfrigération, les points de vente, le conditionnement, la livraison, etc. – des activités aux impacts économiques, sociaux, environnementaux et climatiques considérables.

L'essor de la grande distribution est également lié aux aspirations des consommateurs de la classe moyenne, notamment celles et ceux des petites villes, pour qui

14 Pour en savoir plus, voir : www.amazon.in/gp/pantry/info/ref=pntry_hqp_lm (en anglais)

15 Malviya S., "Kishore Biyani explores Future Group's journey with Amazon", *The Economic Times*, 6 février 2018. economictimes.indiatimes.com/industry/services/retail/kishore-biyani-explores-future-groups-journey-with-amazon/articleshow/62798408.cms (en anglais)

16 Big Basket, *The Abraaj Group - Partner Company Case Study*, 2016. www.abraaj.com/wp-content/uploads/2017/02/Abraaj-Case-Study-Big-Basket.pdf (en anglais)

17 Bansal V., "BigBasket receives $200 million in a round led by Alibaba", *The Economic Times*, 2 février 2018. economictimes.indiatimes.com/industry/services/retail/kishore-biyani-explores-future-groups-journey-with-amazon/articleshow/62798408.cms (en anglais)

les grands supermarchés sont synonymes de modernité et de cosmopolitisme. Cette tendance présente des aspects pratiques : avec l'expansion des grands groupes privés, la migration des professionnelles et professionnels de la classe moyenne augmente partout dans le pays, et les familles sont tenues de se procurer leur nourriture dans des lieux qu'elles ne connaissent pas. Les zones urbaines du pays sont de plus en plus surpeuplées et onéreuses. Un nombre croissant de femmes entre sur le marché du travail et passe un temps considérable sur le lieu de travail et dans les transports. Tous ces éléments rendent la grande distribution – notamment la vente en ligne – plus attractive. Du fait que ce sont les femmes qui continuent encore en majorité de faire les courses pour la cuisine et de nourrir leurs familles, elles seront les principales cibles de la publicité agressive de la grande distribution qui promet de leur offrir des aliments bien connus, commodité, faibles prix, fraîcheur et propreté.

PRÊTER MAIN-FORTE AUX PERSONNES, PAS AUX ENTREPRISES

Il existe à ce jour peu de preuves fiables étayant les affirmations selon lesquelles la grande distribution améliorera la sécurité alimentaire et l'emploi. Les expériences au niveau mondial montrent que les supermarchés tendent à restructurer la production et les marchés alimentaires pour répondre aux besoins des chaînes de valeur mondiales et des marchés internationaux en plein essor. En Inde, cette restructuration portera atteinte aux marchés territoriaux, essentiels à la survie et au bien-être de la majorité de la population, notamment des femmes.

La détresse dans le secteur agricole indien montre peu de signes de fléchissement : les paysans et les artisans-pêcheurs, femmes et hommes, continuent en effet d'être confronté-e-s à l'endettement, à l'accaparement des terres et des ressources, et à la quasi-absence de politiques favorables. Plus de 90 % de la main-d'œuvre du pays travaille dans le secteur informel sans contrat écrit, sans couverture et avantages sociaux, et sans sécurité de l'emploi. L'agriculture est le premier pourvoyeur d'emplois informels, suivi par la production manufacturière, le bâtiment et le commerce. Une part importante des personnes travaillant dans le secteur organisé est constituée de travailleuses et de travailleurs informels[18] ; la « contractualisation » de la main-d'œuvre est à la hausse, face à des entreprises cherchant à réduire les coûts et à augmenter leur compétitivité[19].

Les supermarchés promeuvent depuis longtemps l'agriculture contractuelle, dans le cadre de laquelle les agricultrices et les agriculteurs ont un pouvoir de négociation faible et ne bénéficient d'aucune garantie face aux aléas du marché, la volatilité des prix, les défaillances du marché et les changements d'orientation des entreprises. Le nombre de conflits opposant les communautés rurales, les entreprises et les pouvoirs publics pour le contrôle des terres et de l'eau dans le cadre de projets d'extraction, industriels et d'aménagement a augmenté lors des dix dernières années. L'acquisition de terres pour la production, la transformation et le stockage des aliments ne fera qu'exacerber ces conflits. Les usines de transformation et de conditionnement épuiseront l'eau et les ressources de leur environnement, et génèreront d'énormes quantités de déchets.

Il est vrai que la grande distribution offrira des emplois à des niveaux variés de compétences et ouvrira même les bras à certaines personnes ayant perdu leurs terres. Mais son expansion entraînera aussi la fermeture des épiceries locales, mettant en

18 L'industrie du thé, par exemple, est le deuxième employeur du secteur organisé du pays, employant 1,2 million de personnes – dont 70 % de femmes. Pour en savoir plus sur leur situation, voir : Longley S., « Le prix de votre tasse de thé : violation des droits humains dans les plantations en Inde », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2016, pp. 62-64. www.rightofoodandnutrition.org/files/watch_2016_article_9_french_le_prix_de_votre_tasse_de_the.pdf

19 Himanshu, «Is informal the new normal?», *Livemint*, 22 mai 2017, www.livemint.com/Opinion/wbGabfgoBnHwJPWHBZbPLI/Is-informal-the-new-normal.html (en anglais)

péril les moyens d'existence et l'accès à la nourriture de millions de personnes[20]. Les preuves recueillies au fil des divers processus du CSA attestent de l'importance de la production de denrées alimentaires à petite échelle et des marchés territoriaux pour combattre la faim et la pauvreté, et favoriser le droit à l'alimentation. Les marchés territoriaux sont directement liés aux économies et aux systèmes alimentaires locaux, nationaux et régionaux, au sein desquels les processus d'ajout de valeur circulent parmi celles et ceux qui contribuent à la création de valeur et leur bénéficient. La valeur créée n'est pas seulement financière ; elle inclut, entre autres, la nutrition, la diversité des apports alimentaires, l'emploi, l'échange de connaissances, l'aide à caractère social, les services, ainsi que la possibilité donnée aux femmes et aux jeunes de prendre leur destin en main.

Au lieu d'autoriser les entreprises à contrôler les marchés et les cultures alimentaires du pays, le gouvernement indien devrait adopter des politiques publiques favorables aux petits producteurs d'aliments et aux travailleurs, femmes et hommes, ainsi qu'aux marchés territoriaux[21]. Ceci passe en particulier par l'adoption de politiques en matière de tarification, d'achats institutionnels, de production d'aliments sains et nutritifs, d'infrastructures et de crédits adaptés, d'amélioration des connaissances et de renforcement des capacités[22]. En l'absence de telles politiques volontaristes, la grande distribution ne fera que creuser les écarts en termes de revenus, de richesses, d'accès aux aliments et de nutrition entre les classes, entre les femmes et les hommes, et entre les zones rurales et les zones urbaines.

EN BREF

Dans un contexte caractérisé par une urbanisation croissante, l'évolution des modes de vie et le commerce numérique, l'Inde constitue un marché convoité par la grande distribution. Cependant, la plupart des consommatrices et des consommateurs des zones urbaines s'approvisionnent auprès des petits commerces familiaux de quartier, des marchés de produits frais et des vendeurs poussant des charrettes à bras. Les familles les plus pauvres sont tributaires des aliments de base subventionnés relevant du Système public de distribution. Dans les zones rurales, la population satisfait ses besoins alimentaires quotidiens en conjuguant production, cueillette et achat dans les petites échoppes. L'importance de ces commerces peut être comprise grâce au concept de « marchés territoriaux », à travers lesquels sont échangés la plupart des aliments consommés dans le monde.

Bien qu'elle figure parmi les premiers producteurs de denrées alimentaires de la planète, l'Inde compte le plus grand nombre de personnes dénutries au monde. La faim est plus répandue dans les zones où la population dépend de l'agriculture de subsistance et de la cueillette, parmi les populations urbaines pauvres, et dans les zones de conflit. Les filles et les femmes sont frappées de plein fouet par la faim et la privation en raison d'une discrimination socioculturelle solidement enracinée et de

20 Aux États-Unis, par exemple, la rémunération versée par Amazon à ses travailleuses et travailleurs est inférieure au salaire moyen, ce qui empêche nombre de ces personnes de nourrir leur famille sans recourir aux filets de sécurité fédéraux. Brown H. C., "One third of Amazon employees in Arizona need food stamps to feed themselves", *The New Food Economy*, 19 avril 2018. newfoodeconomy.org/amazon-snap-employees-five-states/?utm_source=New+Food+Economy+Subscribers&utm_campaign=126745eb74-EMAIL_CAMPAIGN_2018_04_23&utm_medium=email&utm_term=0_75a28a0eaf-126745eb74-511539777 (en anglais)

21 MSC, *op. cit.*, note 5

22 Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), *Recommandations politiques, Établir un lien entre les petites exploitants et les marchés,* 2015. www.fao.org/3/a-bq853f.pdf

politiques qui tendent à accuser un parti pris lié au sexe. Dans les familles pauvres, les femmes sont souvent les dernières à manger et se nourrissent en quantités moindres.

Les expériences au niveau mondial montrent que les supermarchés tendent à restructurer la production et les marchés alimentaires pour répondre aux besoins des chaînes de valeur mondiales et des marchés internationaux en plein essor. En Inde, cette restructuration creusera les écarts en termes de revenus, d'accès aux aliments et de nutrition entre les classes, entre les femmes et les hommes, et entre les zones rurales et les zones urbaines, et affaiblira le droit humain à une alimentation adéquate.

Par ailleurs, les marchés territoriaux sont directement liés aux économies et aux systèmes alimentaires locaux, nationaux et régionaux, et apportent une contribution positive à la nutrition, à la diversité des apports alimentaires, à l'emploi, à l'échange de connaissances, à l'aide à caractère social, aux services ainsi qu'à la possibilité qui est donnée aux femmes et aux jeunes de prendre leur destin en main. Au lieu d'autoriser les entreprises à contrôler les marchés alimentaires et à décider des cultures alimentaires, le gouvernement indien devrait adopter des politiques publiques favorables aux petits producteurs d'aliments, aux travailleurs, aux populations pauvres – les femmes en première ligne – et renforcer les marchés territoriaux, essentiels à la survie et au bien-être de la majorité de la population.

CONCEPTS-CLÉS

- La nourriture constitue le premier poste de consommation en Inde, la vente d'aliments et de produits d'épicerie représentant entre 60 et 65 % du marché total des ventes au détail, un marché grandement convoité par les géants de l'agroalimentaire.

- Plus de 85 % de la valeur actuelle des ventes d'aliments au détail en Inde provient de petits commerces de proximité ; leur valeur et leur importance sont reprises dans le concept de marchés territoriaux, des marchés divers et flexibles en termes d'échelle, d'organisation et de formalités, et essentiels pour satisfaire les demandes en aliments des zones rurales, périurbaines et urbaines.

- Bien qu'elle figure parmi les premiers producteurs de denrées alimentaires de la planète, l'Inde compte le plus grand nombre de personnes dénutries au monde. Les filles et les femmes sont confrontées à un accès inégal à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation, au travail rémunéré et aux ressources en raison d'une discrimination socioculturelle solidement enracinée et de politiques qui tendent à accuser un parti pris lié au sexe.

- Les expériences au niveau mondial montrent que les supermarchés tendent à restructurer la production et les marchés alimentaires pour répondre aux besoins des chaînes de valeur mondiales et des marchés internationaux en plein essor. En Inde, cette restructuration portera atteinte aux marchés territoriaux, essentiels à la survie et au bien-être de la plupart de la population.

- Au lieu d'autoriser les entreprises à contrôler les marchés et les cultures alimentaires, le gouvernement indien devrait adopter des politiques publiques favorables aux petits producteurs d'aliments et aux travailleurs, femmes et hommes, et propices aux marchés territoriaux, y compris des politiques en matière de tarification, d'achats institutionnels, de production d'aliments sains et nutritifs, d'infrastructures et de crédits adaptés, d'amélioration des connaissances et de renforcement des capacités.

MOTS-CLÉS

- Grande distribution
- Numérisation
- Marchés territoriaux
- Supermarchés

06

NUMÉRISATION DE LA NUTRITION OU PERSONNALISATION DE LA MALNUTRITION ?

Isabel Álvarez et Paola Romero

Isabel Álvarez est responsable de plaidoyer politique chez URGENCI.

Paola Romero est responsable de la coordination des projets ainsi que des questions de genre et de droits humains des femmes chez FIAN Colombie.

URGENCI, le Réseau international des initiatives, réseaux et associations d'agriculture soutenue par la communauté, met en contact les producteurs et les consommateurs, femmes et hommes, qui cherchent à instaurer d'autres types de relations et, à travers elles, un autre modèle alimentaire.

FIAN Colombie est une section nationale de FIAN International qui œuvre à promouvoir le droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates en Colombie par le biais de la formation, du plaidoyer et de la recherche impliquant les communautés.

« Les consommatrices et les consommateurs sont devenu-e-s un produit de plus au service des grandes entreprises de l'agroalimentaire, lesquelles disposent de mécanismes de collecte de données dont les algorithmes catégorisent les clients et génèrent des offres personnalisées[1]. La question est la suivante : selon quels critères ces offres sont-elles générées ? Quelle place accordent-elles à la nutrition ? Pour quel type de produits cherchent-elles à augmenter la consommation ? Quels mécanismes de persuasion utilisent- elles pour augmenter la consommation de ce type de produits ? »

REMERCIEMENTS |

Merci à Sofía Monsalve (FIAN International), Marcos Arana Cedeño (Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile, IBFAN) et Juan Carlos Morales González (FIAN Colombie) pour leur aide à la révision du présent article.

Ces dernières décennies ont été marquées par un changement social survenu à pas de géant allant de pair avec la révolution technologique et numérique. En 2001, le Professeur Marc Prensky[2] introduisait déjà deux nouvelles catégories pour identifier les personnes : les « natifs numériques » et les « immigrants numériques », en fonction du lien qu'entretenaient les êtres humains avec la technologie. Cette catégorisation[3], aujourd'hui largement répandue, donne une idée du rôle central que les technologies numériques occupent de nos jours. En ce sens, il est indéniable que les avancées intervenues ces dernières décennies dans le domaine de la communication ont permis une accessibilité inédite.

Cependant, si nous examinons les évolutions mondiales concomitantes à ces progrès, nous constatons que plusieurs faits marquants, en lien avec le sujet traité, ont caractérisé ces vingt dernières années. Tout d'abord, le fossé qui sépare, à l'échelle mondiale, les plus riches des plus pauvres s'est creusé. Depuis 2015, les 1 % les plus riches détiennent plus de richesses que le reste des habitant-e-s de la planète[4]. Deuxièmement, en 2016, après avoir connu une baisse pendant plusieurs années, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté, pour atteindre les 815 millions[5], soit 38 millions de plus qu'en 2015. Troisièmement, la Terre est devenue une planète urbaine : en 2015, 244 millions de personnes (soit une sur trente) ont émigré de leur pays d'origine en raison de conflits, de persécutions, de la dégradation de l'environnement ou d'une absence de perspectives d'avenir[6]. En d'autres termes, les avancées technologiques ne se traduisent pas par une réduction du nombre de victimes de la malnutrition ou par une meilleure répartition des richesses, pas plus qu'elles ne garantissent un accès à de meilleurs moyens d'existence. Pour toutes ces raisons, il nous semble important de s'interroger sur le type

1 O`Neil C., *Weapons of Math Destruction: How Big Data Increases Inequality and Threatens Democracy, New York* : Crown Publishing Group, 2016.

2 Prensky M., Digital natives, digital immigrants, 2010. www.marcprensky.com/writing/Prensky%20-%20Digital%20Natives,%20Digital%20Immigrants%20-%20Part1.pdf (en anglais)

3 « Les natifs numériques correspondent aux générations qui sont nées et ont grandi avec la technologie numérique, tandis que les immigrants numériques ont adopté cette technologie plus tard, au cours de leur vie ». De la même manière, Prensky fait la différence entre les contenus « hérités » et les contenus « d'avenir » qui, selon lui, sont ceux directement reliés à la technologie. Parmi les contenus hérités figurent

d'innovations et d'applications technologiques qui sont encouragées dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition, et sur leurs liens avec les différentes approches adoptées dans ce cadre.

Actuellement, bien que le droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates soit présent dans le discours de diverses institutions, y compris les Nations Unies, au niveau de la pratique, en revanche, l'inclusion de la nutrition dans le droit à l'alimentation est abordée de manière biaisée et imprécise. Face à cela, la société civile organisée met en avant une vision holistique de la nutrition, liée au droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates, partant de la semence jusqu'à l'assiette[7], à l'opposé des visions médicalisées ou cloisonnées, très proches du pouvoir des entreprises[8].

MÉDICALISATION ET COMMERCIALISATION DE LA NUTRITION

Historiquement parlant, la nutrition, en tant que science appliquée au domaine alimentaire, a connu un développement aussi bien controversé que complexe. Associée au savoir et à la pratique médicale, elle a par exemple été utilisée par l'État, lors de la première moitié du XXe siècle, pour affronter et réprimer les mouvements de contestation sociale, dans le cadre desquels les grèves de la faim étaient utilisées comme stratégie de revendication politique, de protestation ou d'exigence de libertés[9]. Après la seconde guerre mondiale, face à la nécessité de reconstruire l'Europe, la pratique de la nutrition acquit une dimension plus sociale, qui englobait les réflexions sur les mesures à prendre pour éloigner la société de la faim, en se penchant y compris sur les déterminants de la faim et en abandonnant un peu l'idée selon laquelle cette dernière relevait exclusivement de la responsabilité ou de la faute des personnes la subissant.

Malgré tout, c'est une approche axée sur l'étude des régimes alimentaires et la vision thermodynamique de la nutrition, établissant une analogie entre le corps alimenté et la machine, qui persiste. Ceci explique que le positionnement de certaines institutions sur les questions de nutrition s'obstine à se baser sur des technicismes relatifs à l'énergie consommée ou nécessaire, ou sur le lien entre les diverses composantes des aliments (macronutriments, micronutriments). En conséquence, elles se sont concentrées sur les propriétés du produit final (l'aliment vu comme une marchandise ou un consommable, et non comme un bien commun), sans essayer de comprendre les différents maillons qui entrent en jeu dans le processus alimentaire.

Cette optique correspond à une vision fragmentée et individualiste de la nutrition, à laquelle manque une démarche fondée sur les droits humains. En effet, elle axe la nutrition d'abord et avant tout sur les personnes consommatrices et ne les considère pas comme détentrices de droits[10]. Deuxièmement, la responsabilité des préjudices susceptibles de survenir pendant l'acte d'alimentation et de nutrition est attribuée aux consommatrices et consommateurs, non au détenteur d'obligations, à savoir l'État. Autrement dit, les personnes consommatrices sont considérées comme les principales responsables de leur propre nutrition, raison pour laquelle les entreprises se proposent d'axer les nouvelles technologies de contrôle et d'« amélioration » de l'alimentation uniquement sur leurs décisions et leurs habitudes alimentaires. Troisièmement, du fait que cette vision de la nutrition se concentre sur les comportements individuels, elle part du principe que les décisions touchant à l'alimentation sont prises en vase clos et peuvent être améliorées grâce aux techno-

la lecture, l'écriture, la pensée logique ou les mathématiques. Les contenus d'avenir englobent les logiciels, le matériel informatique, la robotique, la technologie, la génétique, ainsi que l'éthique et les langues. » Ibid., p. 4.

4 Oxfam, « Une économie au service des 99 % », 2017, p. 2. https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/bp-economy-for-99-percent-160117-fr.pdf

5 FAO, « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde », 2017. www.fao.org/3/a-I7695f.pdf

6 Organisation internationale pour les migrations (OIM), « État de la migration dans le monde », 2018, p.17. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2018_en.pdf (en anglais)

7 «Nous partons du principe commun selon lequel l'alimentation est l'expression de valeurs, de cultures, de relations sociales et de l'autodétermination des peuples, et selon lequel le fait de se nourrir soi-même et de nourrir les autres est un acte qui incarne notre souveraineté, notre sens de la propriété et notre autonomisation ». MSC, Préambule du document *Vision préliminaire du GT du MSC sur la nutrition*, 2015. www.csm4cfs.org/fr/working-groups/nutrition/

8 Pour en savoir plus, voir : Rundall P., « Le «business» de l'alimentation, ou comment les opérations de relations publiques fournissent un alibi idéal à l'industrie de l'agroalimentaire », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2015, pp. 25-30. www.righttofoodandnutrition.org/files/R_t_F_a_N_Watch_2015_french_single-page_Web.pdf#page=25

9 Il convient de citer l'exemple de l'Empire britannique et son obstination à délégitimer du point de vue scientifique ou moral les grèves de la faim des suffragettes ou de Gandhi, en Inde. Dans le premier cas, ces femmes furent même torturées sous la supervision d'un personnel médical afin d'être forcées à s'alimenter. Voir : Vernon J., *El hambre. Una historia moderna*, Université de Valence, 2011, pp. 92-97. Pour consulter un dossier de presse rappelant l'alimentation forcée et les tortures infligées aux suffragettes, voir : www.bbc.com/mundo/noticias-43912083 (en espagnol)

10 Pour une explication plus détaillée de cette question, voir : FIAN Colombie, "Perspectivas sobre derecho a la alimentación y nutrición adecuadas", 2018, pp. 32-33.

logies, ignorant la multitude de facteurs (de nature politique, sociale et culturelle) conditionnant la manière selon laquelle nous nous alimentons.

INFORMATIONS ET DONNÉES RELATIVES À LA CONSOMMATION

Bien que les avancées technologiques et l'accès de la population au numérique puissent constituer des alliés dans la lutte contre la malnutrition[11], leur utilisation exige que leur développement suive une approche fondée sur les droits humains. Aujourd'hui, les technologies les plus accessibles pour la population se trouvent sur ses téléphones portables ou ses appareils informatiques, sous la forme d'applications offrant un accès à l'information et de multiples stimuli. Utilisées dans le but d'améliorer la nutrition, ces informations peuvent servir, par exemple, à promouvoir les économies locales, à relier les producteurs aux consommateurs, à maintenir les cultures alimentaires et à rendre visible le rôle (inégal) que jouent les femmes dans ce domaine ou les diverses dimensions que revêtent les aliments[12]. Cependant, la réalité la plus courante est que ces dispositifs ont été convertis en une source d'informations servant à cibler et enrichir des marchés spécifiques auxquels les productions paysannes, plus nutritives[13], n'ont pas accès.

Dans cette réalité, les consommatrices et les consommateurs sont devenu-e-s un produit de plus au service des grandes entreprises de l'agroalimentaire, lesquelles disposent de mécanismes de collecte de données dont les algorithmes catégorisent les clients et génèrent des offres personnalisées[14]. La question est la suivante : selon quels critères ces offres sont-elles générées ? Quelle place accordent-elles à la nutrition ? Pour quel type de produits cherchent-elles à augmenter la consommation ? Quels mécanismes de persuasion utilisent- elles pour augmenter la consommation de ce type de produits ?

L'accent mis sur la personnalisation ne se limite pas aux achats et peut être transféré vers d'autres sphères en lien avec l'alimentation. Le Forum économique mondial, par exemple, propose des analyses génétiques pour une nutrition personnalisée[15]. Le processus en question consiste à analyser l'ADN afin de prévoir sa réponse à certains nutriments. Les échantillons sont ensuite envoyés à une entité de traitement des données génétiques qui, grâce à une application pour téléphones portables, envoie à la personne concernée (l'« usager ») un programme alimentaire « sur mesure ». Cette offre, en plus de ne pas être accessible à tous, renforce une approche totalement unipersonnelle et dissociée de l'environnement. Elle considère les êtres humains comme une somme de molécules, sans tenir compte de toutes les variables sociales, culturelles et économiques qui les façonnent. Par ailleurs, elle n'est à disposition que des seules personnes détenant ces importantes technologies de bases de données sur le génome humain et les habitudes alimentaires.

UNE FOCALISATION SUR LA MALNUTRITION

Ce réductionnisme synonyme d'individualisme s'exprime également dans la promotion de l'activité physique tirée de son contexte, qui est généralement propre aux entreprises. De fait, les grandes entreprises encouragent, sans aucun contrôle de la part de l'État, la consommation de denrées comestibles ultra-transformées (aliments malsains), tout en proclamant que le problème ne vient pas de leur consommation, mais du fait que les personnes ne font pas suffisamment d'exercice pour éviter leurs effets. Selon cette logique, en vertu de laquelle l'individu finit par être déclaré responsable ou coupable, il n'est dès lors pas surprenant que les entreprises avancent leurs solutions technologiques. En Colombie, par exemple, une transna-

11 Par « malnutrition », on entend les carences, les excès ou les déséquilibres dans l'apport énergétique et/ou nutritionnel d'une personne. www.who.int/features/qa/malnutrition/fr

12 En 2017, le syndicat EHNE Bizkaia, membre de La Via Campesina, a développé une application pour smartphone permettant de mettre en évidence, à partir d'une liste de courses et grâce à une série d'indicateurs, les répercussions des achats sur l'environnement. Voir : http://etxalde-app.elikaherria.eus (en espagnol ou en basque)

13 Pour en savoir plus, voir : Revista de agroecología Leisa, Vol. 30, n°4, décembre 2014. www.leisa-al.org/web/images/stories/revistapdf/vol30n4.pdf (en espagnol)

14 O`Neil C., *op. cit.*, note 1.

15 Forum économique mondial, "Innovation with a Purpose: The role of technology innovation in accelerating food systems transformation", 2018. www3.weforum.org/docs/WEF_Innovation_with_a_Purpose_VF-reduced.pdf (en anglais)

tionale influente[16] encourage l'utilisation de bracelets électroniques permettant de contrôler l'activité des enfants et de suivre leurs déplacements et leur localisation en temps réel. La justification invoquée est de pouvoir mesurer leur activité physique de façon exhaustive et de favoriser des habitudes plus saines. Ces informations octroient un pouvoir important à qui les collecte et, à nouveau, réduisent les causes de la malnutrition à une seule circonstance, en l'occurrence l'absence d'activité physique.

Loin de remettre le modèle en question ou de viser des changements complets, cela a comme conséquence de convertir à nouveau en victimes les personnes les plus affectées par la malnutrition et de les utiliser comme des sources de données multiples ou de nouveaux achats, y compris technologiques, pouvant être négociées. L'objectif principal est ici d'augmenter les rendements économiques, non d'améliorer l'accès à des aliments nutritifs, et englobe les dimensions allant des exemples mentionnés précédemment pour les établissements d'achat aux politiques publiques pour la distribution de l'aide alimentaire.

C'est ainsi que dans des pays comme l'Uruguay, on assiste au développement de modèles de politique publique en matière d'aide alimentaire basés sur des accords passés avec de grandes chaînes de distribution. Dans le cadre de ces initiatives, ce sont des cartes électroniques permettant d'acheter des denrées comestibles dans leurs établissements, et non des paniers d'aliments de base, qui sont distribuées. L'un des arguments avancés pour justifier leur déploiement est que ces cartes évitent la stigmatisation des personnes qui les utilisent et leur permettent d'accéder à la nourriture dans un environnement « normalisé ». Il va sans dire que ces cartes constituent une source importante de données. Si elles peuvent être utilisées pour mener des campagnes d'amélioration de l'alimentation[17], elles peuvent aussi servir à examiner les achats réalisés avec l'argent public et, selon leurs habitudes de consommation, décider si ces personnes sont « dignes » de le recevoir. Certaines instances ont même déjà proposé, ces dernières années, de priver de soins de santé publics les personnes qui fument ou souffrent d'obésité, au motif que leurs « mauvaises habitudes » auraient des répercussions sur l'économie de certains pays[18].

CONCLUSION

Les avancées technologiques en cours pourraient s'avérer utiles pour améliorer la nutrition si elles étaient intégrées à une vision large, systémique et holistique, et si elles se basaient sur les droits humains.

Aujourd'hui, loin d'aider à améliorer la nutrition, les propositions mentionnées précédemment ne contribuent qu'à accroître les bénéfices, la concentration des entreprises et le contrôle social, sans apporter de solutions intégrales capables de s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition.

Il est nécessaire de développer des initiatives régies par d'autres valeurs et reposant sur des visions plus larges, qui privilégient les droits humains, la souveraineté et la santé des personnes, et qui relient l'alimentation à la nutrition et à la justice sociale[19].

Il sera indispensable d'élaborer des politiques publiques qui préservent et rendent visibles les technologies et les savoirs propres aux personnes de chaque territoire lesquelles, pendant des siècles, ont œuvré à semer et conserver un large éventail d'aliments et qui, aujourd'hui encore, continuent de produire des aliments nutritifs.

16 Pour en savoir plus, voir : https://app.milo.com.co/ (en espagnol)

17 Par exemple, en 2002 et 2003, le Centre d'études sur la nutrition infantile (*Centro de Estudios sobre Nutrición Infantil,* CESNI) a réalisé à Montevideo une étude à partir des cartes de débit distribuées dans un quartier défavorisé de la capitale de l'Uruguay, dans le but d'étudier les habitudes alimentaires de ses habitant-e-s.

18 En 2016, l'UE, conjointement à l'Institut européen pour les sciences, les médias et la démocratie (EISMD), qui regroupe 25 universités et entreprises comme Bayer ou Google, a lancé une initiative visant à recueillir l'opinion de la population quant au degré de responsabilité de certains consommateurs pour certaines maladies contractées, remettant en question leur accès aux soins de santé publique. Pour en savoir plus, voir : https://elpais.com/elpais/2016/02/15/ciencia/1455552066_091496.html (en espagnol) et www.eismd.eu/citizen-engagement-and-media-campaign-on-chronic-diseases-analysis-and-results-of-the-launch-of-the-beta-version-of-reisearch/ (en anglais)

19 Pour plus de recommandations, voir : Valente Schiek F. L., « Quand les entreprises s'emparent de la gouvernance de l'alimentation et de la nutrition : une menace pour les droits humains et la souveraineté des peuples », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2015, p. 21. www.righttofoodandnutrition.org/files/watch_2015_article_1_span_la_captura_corporativa_de_la_gobernanza_de_la_alimentacion_y_la_nutricion.pdf

Dans les années à venir, les défis à relever consisteront sans nul doute à développer une technologie au service d'un meilleur accès aux aliments nutritifs et à enrayer la tendance à l'homogénéisation de l'alimentation ainsi que les impacts sur la santé des personnes et la nature, tout en évitant le changement climatique et la médicalisation de la malnutrition.

EN BREF

Ces dernières décennies, la société a connu de considérables avancées technologiques qui ont engendré des améliorations dans plusieurs domaines. À l'heure où l'on classe les membres de la société en fonction de leur lien avec le monde numérique (en distinguant les « natifs » des « immigrants » numériques), les progrès réalisés dans le domaine du droit à une alimentation adéquate ne s'observent plus de la même manière. Le présent article offre des exemples démontrant comment, face à la vision large et holistique développée par les organisations de la société civile, d'autres acteurs proposent d'utiliser la technologie pour mettre l'accent sur une vision réductionniste et renforcer l'approche consistant à aborder les causes de la malnutrition sous le seul angle des composantes de l'alimentation et des comportements des consommateurs, sans tenir compte de la série de facteurs ayant une incidence sur les produits qui arrivent dans nos assiettes. En plus de ne pas aborder les causes de la malnutrition de manière efficace, les propositions telles que la personnalisation de l'alimentation à partir du séquençage de l'ADN, les bracelets électroniques servant à surveiller l'activité physique des enfants ou les cartes numériques d'accès à l'aide alimentaire convertissent les personnes, pourtant détentrices de droits, en objets du marché. Devant ces approches, il sera nécessaire de construire des initiatives pouvant compter avec la technologie comme alliée, offrant une visibilité aux systèmes les plus nutritifs et tissant des liens contribuant à les préserver et les renforcer. Il s'agira sans nul doute d'un défi majeur pour les prochaines années.

CONCEPTS-CLÉS

- → Les avancées technologiques ont creusé les inégalités et exacerbé la malnutrition. Elles sont au service de la recherche du profit, et non des droits humains.
- → Deux approches s'opposent pour aborder la malnutrition : l'approche holistique et systémique, et l'approche réductionniste promue par les entreprises.
- → Les personnes consommatrices comme objet du marché.
- → Les droits humains et les détenteurs de droits par opposition à la marchandisation des corps.

MOTS-CLÉS

- → Personnes consommatrices
- → Nutrition
- → Santé

Au cours des dernières décennies, les domaines publics comme l'eau, l'éducation ou la santé, piliers des droits humains, ont été transformés en marchandises négociables de manière croissante. La nourriture, bien sûr, fait l'objet d'échanges depuis des siècles, mais l'échec récent à réguler les marchés a entraîné sa complète marchandisation. Ce phénomène contribue à une dépossession des ressources productives ; il affecte les communautés paysannes, nuit à l'environnement et modifie notre alimentation de la pire manière. La faiblesse du cadre règlementaire régissant les marchés a creusé un fossé grandissant entre ce qui est considéré comme légal, d'un côté, et ce qui est durable et cohérents avec les droits humains.

Par ailleurs, trois dynamiques intimement liées – la *dématérialisation*, la *numérisation* et la *financiarisation* – altèrent aujourd'hui tant la nature des biens négociables que celle des marchés sur lesquels ils sont échangés. À l'évidence, nos systèmes alimentaires se trouvent à la croisée des chemins. L'échec du système agroindustriel est désormais largement reconnu, y compris par le Forum économique mondial et d'autres acteurs qui, jusque-là, étaient les porte-drapeaux de la Révolution verte. Malgré leurs récentes réprobations, ces mêmes organisations et acteurs prétendent maintenant disposer d'une nouvelle « solution », présentée sous le nom de « quatrième Révolution industrielle ». Cette soi-disant « pensée novatrice » propose une fusion de technologies qui brouille les lignes entre les sphères physique, numérique et biologique. Ce faisant, elle introduit un nouveau discours vis-à-vis duquel nous devrons toutes et tous nous positionner pour faire face aux menaces à venir.

Dans ce contexte, l'édition 2018 de *l'Observatoire* explore les répercussions de la dématérialisation, de la numérisation et de la financiarisation sur nos systèmes alimentaires. Elle examine comment ces processus modifient la conception du marché de l'alimentation et comment ils affectent les habitudes de consommation dans les centres urbains et au-delà. Elle analyse comment les cibles de l'action politique sont en train d'être modifiées dans la quête de la souveraineté alimentaire, et s'interroge sur la façon dont la concrétisation du droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates sera abordée. Lisez l'Observatoire et faites-nous part de vos réflexions concernant ces nouveaux défis et les pistes pour aller de l'avant !

Pour en savoir plus sur *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition : www.righttofoodandnutrition.org/fr/content/observatoire*

Rejoignez-nous sur Facebook
et sur Twitter #RtFNWatch